

I. Algemeen / Généralités

OLIVIER BOEHME

«Greep naar de markt. De sociaal-economische agenda van de Vlaamse Beweging en haar ideologische versplintering tijdens het interbellum»

Leuven, Lannoo Campus, 2008, 986 p.

Le nationalisme s'est-il construit à partir des rapports de production suscités par le capitalisme industriel ? Inversement, le nationalisme n'a-t-il pas, *in fine*, provoqué une consolidation des structures institutionnelles permettant de légitimer le capitalisme ? De ces deux phénomènes, lequel est cause, lequel est conséquence ? Olivier Boehme part de ces prémisses théoriques – et de leur déclinaison dans la littérature scientifique – pour aborder de front un sujet qui avait, jusqu'à présent, été traité sous l'angle d'études particulières, voire monographiques : l'évolution du programme socio-économique du Mouvement flamand et son articulation au combat politique qu'il mène dans l'Entre-deux-guerres. Il ne fait aucun doute que la question méritait d'être posée tant le volet économique pouvait apparaître comme secondaire dans l'abondante historiographie (essentiellement mais pas exclusivement) flamande consacrée à la construction idéologique du Mouvement flamand.

Disons-le d'emblée : le grand mérite de l'ouvrage est de montrer, avec force détails, que ce programme n'était pas relégué au bas de l'agenda du Mouvement flamand. Pour nous en convaincre, Boehme nous convie à un voyage dans la galaxie flamande avec ses astres solaires

(Lodewijk De Raet, Herman Vos, Gaston Eyskens), ses planètes (Robert Van Genechten, Frans Van Cauwelaert, Victor Leemans, Hendrik De Man, Gustaaf Sap) et ses satellites (Raoul Miry, Piet Bessem). L'objectif du livre est triple. À partir d'une analyse fine des différents courants qui le traversent, l'auteur ambitionne d'abord de souligner la diversité du Mouvement flamand et, partant, les divisions qui vont s'opérer en son sein à la veille de la Seconde Guerre. Deuxièmement, Boehme porte son attention sur l'interaction entre idéologie et science; ici, le but est de présenter comment le paysage académo-scientifique a été affecté par les débats d'idées qui agitent l'univers flamand (en témoigne l'excellent chapitre 6). Enfin, dans un processus louable d'atterrissage, son histoire des idées se soumet à l'épreuve des entreprises et du patronat. L'ensemble est structuré selon une barrière chronologique séparant les années 20 des années 30. Ce choix chronologique assumé est légitime et cohérent mais il fait la part belle à la seconde partie dans laquelle Boehme, sans doute porté par ses recherches précédentes, se montre plus à l'aise et plus convaincant. C'est là qu'on retrouve les meilleurs tableaux de protagonistes – Eyskens (chapitre 11) et De Man et son réseau d'idéologues flamands (chapitre 13). La réception de la thèse de doctorat de Karel Pinxten sur les charbonnages du Limbourg (chapitre 12) vaut aussi le détour.

Il n'en demeure pas moins que ce livre souffre d'un défaut d'envergure – sa taille. La critique fondamentale concerne le traitement et non la nature du sujet lui-même, en soi passionnant. Consacrer près

de 1.000 pages à la question du programme socio-économique du Mouvement flamand pendant une vingtaine d'années, certes cruciales, revient sans doute à faire preuve d'exhaustivité et d'érudition mais certainement pas d'esprit de synthèse et de priorité. La thèse principale qui sous-tend l'ouvrage peut se résumer de la façon suivante : le programme économique des composantes du Mouvement flamand, articulé de façon variable selon les courants (catholique, socialiste, libéral), a constitué un instrument au service de son projet politique d'émancipation d'une Belgique entièrement vouée à l'élite francophone. Dès lors, l'interprétation du primat du politique sur l'économique n'est pas remise en question, elle est nuancée. Ce recadrage est opportun. Il rejoint partiellement – et complète idéalement – la lignée des travaux de Th. Luykx, G. Vanthemsche, D. Luyten et B. Henau. Fallait-il pour autant le dire avec un tel débordement narratif ? La prise en compte que fait Boehme des acteurs du Mouvement flamand est tellement extensive qu'elle déforce quelque peu le fil rouge de l'ouvrage et transforme son argument en lapolissade : le constat de segmentation idéologique du Mouvement flamand a été induit par la multiplicité des protagonistes et la pluralité des courants d'idées. Des alternatives étaient pourtant possibles, tendant à davantage de comparaisons internationales afin de mieux évaluer l'existence d'un *Sonderweg* nationaliste flamand (je parle ici de comparaisons empiriques et non de concepts puisés dans la littérature internationale qu'il faut à tout prix replacer dans le 'cas flamand' et qui font l'effet malheureux d'un lit de Procuste, n'en déplaise aux charges de l'auteur contre toute forme de

réductionnisme). En outre, s'il martèle à satiété que le paradigme du "*Vlaamse volk*" a fait figure de dénominateur commun au sein de la galaxie plurielle du Mouvement flamand, Boehme est bien moins disert sur la capacité fédératrice d'adhésion au(x) principe(s) du marché. C'est pourtant celle-ci qui va entraîner, après la guerre, la mise en place d'une dialectique de la concertation. On attendait l'auteur sur ce terrain qui est précisément celui qu'il s'était fixé (*Greep naar de markt*, le titre est une belle trouvaille). À défaut d'être synthétique et accessible aux profanes, le travail qu'Olivier Boehme a consacré à l'histoire des idées économiques au sein du Mouvement flamand dans l'Entre-deux-guerres est une somme d'érudition et une montagne d'informations pour les *afficionados* du genre. Sur le plan éditorial, on regrettera l'absence d'un index des institutions.

Kenneth Bertrams

JAN VELAERS

«Albert I, Koning in tijden van oorlog en crisis, 1909-1934»

Tielt, Lannoo, 2009, 1192 p.

La biographie du roi Albert proposée par l'historien et juriste Jan Velaers est impressionnante. En quelque mille pages, l'auteur retrace le règne du troisième roi des Belges avec une minutie qui force le respect.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : il s'agit bien d'une biographie politique. Dès l'introduction, l'auteur explique clairement sa problématique de recherche. L'ouvrage

analyse le rôle du Roi en politique, la façon concrète dont Albert I^{er} a exercé ses pouvoirs, particulièrement dans deux domaines : la démocratisation du pays et la question linguistique. Autrement dit, on ne trouvera pratiquement rien dans ce livre sur la vie familiale d'Albert, ses relations avec la reine Élisabeth et leurs enfants, sa façon de concevoir son rôle d'époux et de père. De même, ses voyages au Congo, aux États-Unis, au Brésil, etc., sont à peine évoqués, alors que ses Joyeuses Entrées, comme ses visites à la population belge lors de catastrophes, sont complètement ignorées. Enfin, le rôle du Roi dans le domaine colonial n'est guère plus développé. Cela n'enlève évidemment rien à la qualité d'un ouvrage qui se centre sur l'exercice de la fonction royale et le rôle du roi Albert dans l'évolution politique de la Belgique de 1909 à 1934.

En effet, Jan Velaers développe son sujet avec rigueur et honnêteté, en s'appuyant sur une documentation extrêmement abondante, toujours clairement présentée. Le propos suit une structure simple et efficace en six parties.

La première partie est consacrée à la formation du prince Albert. Fils cadet d'une famille nombreuse, ce n'est qu'à seize ans, à la mort de Baudouin, un grand frère admiré et aimé, qu'il devient l'héritier de la Couronne. Sa formation est alors accélérée. Le gouverneur de son frère, Bosmans, le sensibilise à la question sociale comme à la question linguistique. Toutefois, malgré une évidente bonne volonté, Albert ne maîtrisera jamais tout à fait la langue de Vondel. Son passage à l'École militaire, s'il n'est pas facile, lui permet de rencontrer une série de personnes – tels Francqui,

Galet ou Theunis – dont le rôle sera, par la suite, important.

La deuxième partie retrace les débuts du règne. À travers d'excellentes remises en contexte, l'auteur montre combien le roi Albert, dès le début de son règne, cherche à affirmer son rôle de souverain. Particulièrement lors de la crise des bons scolaires en 1911, il s'efforce de contrecarrer l'extrémisme conservateur et à calmer la colère des gauches, en recevant plusieurs ministres d'État et en le faisant savoir à l'opinion publique. Le résultat, même non consciemment poursuivi, est la chute du gouvernement Schollaert. De même, lors de la grève ouvrière de 1912, le Roi intervient pour calmer le jeu. Il est vrai que, dès avant la Grande Guerre, il est pour une extension du droit de suffrage (corollaire presque obligé du service militaire obligatoire qu'il souhaitait et obtint). La question linguistique, en revanche, est plus angoissante pour lui parce qu'à ses yeux elle risque de miner l'unité du pays. Si le Roi comprend le désir flamand de créer une élite flamande et s'il estime aussi que les griefs exprimés par Jules Destrée dans sa "lettre au Roi" sont justifiés, il ne peut accepter la séparation administrative. Les Wallons refusant le bilinguisme pour tout le pays, peut-on l'imposer uniquement en Flandre ? La solution au problème linguistique n'est pas évidente. Or, ce problème touche aussi l'armée au moment où la situation internationale devient critique : depuis la crise d'Agadir, le Roi et d'autres sont convaincus qu'il faut se préparer à la guerre et que le danger provient de l'Allemagne. On aurait aimé que l'auteur s'interroge plus profondément sur la façon dont le Roi concevait la neutralité du pays

et qu'il se pose la question de savoir si le Souverain avait conscience des différents cas de figures possibles et s'il suivait les intéressantes questions soulevées par le département politique du Ministère des affaires étrangères en cas d'agression militaire sans ultimatum. Quoi qu'il en soit, la Belgique opte finalement en 1913 pour le service personnel obligatoire et pour une armée bilingue, mais les cadres ne suivent pas. Le Roi, quant à lui, souhaite alors des unités régionales au sein d'une armée nationale. En tant que chef d'armée en guerre, on le sait, il estime ne pas devoir se soumettre au contreseing ministériel. Le moment venu, le roi Albert prend effectivement la tête de l'armée.

La troisième partie traite de la Première Guerre mondiale. L'auteur offre ici une belle synthèse des nombreux travaux traitant du Roi et de son gouvernement dans la guerre. Il met bien en évidence la question constitutionnelle du Roi chef d'armée avec ou sans contreseing ministériel et les incessantes tensions entre le Roi et ses ministres à ce propos. Malgré tout, le lien entre le Roi et son gouvernement (surtout via de Broqueville) ne sera jamais rompu. L'annexionnisme est un autre sujet de tensions avec certains ministres. Le Roi n'y est pas favorable; il reste attaché à la neutralité jusqu'à la fin de la guerre. En effet, il ne souhaite pas 'partager' son armée avec les Alliés qu'il ne considère que comme des garants. L'auteur retrace également les tractations secrètes avec l'Allemagne en 1915-1916. Tractations illusoires, les conditions allemandes étant inacceptables. Enfin, l'évolution de la question linguistique pendant la guerre et l'impuissance du Roi dans ce domaine sont bien présentées.

Les espérances du Mouvement flamand loyaliste envers le Roi seront donc déçues. Tandis que les dérives activistes en pays occupé viendront encore compliquer les choses.

La quatrième partie, consacrée à la sortie de guerre, est la plus passionnante. C'est à la loupe que l'auteur examine tous les documents possibles pour retracer au plus près les négociations et le rôle du Roi dans l'avènement du suffrage universel. Si l'affaire de Loppem ne sort pas profondément bouleversée de cette analyse, elle y gagne énormément en précision et en nuance. L'auteur met en lumière toute l'influence du Roi dans la montée d'une nouvelle génération d'hommes politiques : à Loppem, c'est le Roi qui donne à Janson une liste de personnes qu'il souhaite voir (malheureusement, cette liste n'existe plus) et, tout au long de la formation du nouveau gouvernement, il agit pour que les politiciens acceptent des compromis et que l'on évite une agitation sociale "sérieuse sans être grave". L'auteur aborde également la révision du statut international de la Belgique et les immenses déceptions belges lors des négociations qui aboutiront au traité de Versailles. La visite du Roi à Paris pour plaider la cause belge auprès des Alliés fait impression, mais n'apporte guère de résultats.

Dans la cinquième partie, l'auteur retrace l'action politique du Roi jusqu'à la fin de son règne. À nouveau, les abondantes et très solides remises en contexte rendent l'analyse claire et accessible à un large public. Dès lors, on s'étonne que certains événements soient moins bien contextualisés. C'est le cas de l'occupation de la

Ruhr, alors que le livre de R. Depoortere sur la question des réparations l'aurait permis. C'est le cas également de la répression des inciviques et des positions du Roi dans ce domaine. L'auteur, à la suite de J. Stengers, explique que le Roi n'est pas contre l'exécution de Douhard, un traître qui livra au poteau une vingtaine de patriotes, mais il ne veut pas entrer en conflit avec son ministre de la Justice Vandervelde. Cela ne signifie pas que le Roi est pour la peine de mort en général. La population belge aussi a réclamé l'exécution de Douhard, mais elle n'a jamais demandé l'exécution des activistes. Ce ne sont là que des détails, bien sûr. L'Entre-deux-guerres, globalement, c'est le difficile apprentissage de la démocratie et des gouvernements de coalition dans un contexte de crise économique, sociale et morale. Le pays est d'abord à reconstruire, alors que les réparations sur lesquelles on comptait n'arrivent pas. Il faut stabiliser le franc. Ensuite la crise de 1929 s'abat sur la Belgique comme sur l'ensemble de l'Europe. Les socialistes revendiquent le service militaire de six mois. Et la question linguistique s'insinue dans tous les dossiers. Dans ce contexte instable, le Roi joue un rôle majeur, particulièrement lors de la formation des nombreux gouvernements qui jalonnent son règne. S'il est au-dessus des partis, il est clair qu'à ses yeux la pire coalition possible est celle des socialistes et des flamingants. Il fera tout pour l'éviter, appuiera certains hommes politiques jugés modérés, en écartera d'autres. Publiquement, le Roi soutiendra à plusieurs reprises l'un ou l'autre de ses ministres ou le gouvernement tout entier. Il n'y a pas à dire, le roi Albert a exercé ses pouvoirs au maximum et fait de la monarchie belge une monarchie active. Or,

l'auteur montre fort bien que le soutien public du Roi est parfois demandé par les ministres eux-mêmes. Ce n'est donc plus le gouvernement qui couvre la Couronne, mais l'inverse ! Si le roi Albert, protégé par son prestige, n'est guère critiqué, ses interventions ne font pas toujours l'unanimité.

La sixième et dernière partie est consacrée à la question linguistique après la guerre. Autant l'influence du Roi dans les politiques économiques et sociales est grande, autant son impuissance est manifeste dans la question linguistique. C'est en vain qu'il cherche à faire avancer les choses pour arriver à l'apaisement, tout en préservant l'unité nationale. Pour l'université de Gand, il joue un rôle actif en faveur du cursus bilingue instauré en 1923. Mais cette solution s'avère bancal et débouchera sur la flamandisation complète en 1930. Face à la radicalisation du Mouvement flamand et au constant refus wallon du bilinguisme, les angoisses royales ne font qu'augmenter. Ainsi, en ce qui concerne l'armée, le Roi ne souhaite plus de recrutement régional après la guerre, parce qu'il y voit désormais un danger pour l'unité du pays. Pourtant, petit à petit, la Belgique se dirige vers l'unilinguisme de la Flandre comme de la Wallonie à tous les niveaux. L'unité linguistique des régions est consacrée par la loi de 1932. La dernière intervention du Roi, en 1934, concerne la question de l'amnistie des traîtres. Cette question a toujours provoqué une levée de bouclier du côté francophone et suscité la colère des anciens combattants (à l'exception non négligeable des VOS). Le Roi propose qu'une commission de trois magistrats examine les dossiers litigieux au cas par cas. Dans l'immédiat, c'est l'apaisement.

Pourtant, à la veille de la mort du Roi, la question linguistique n'est pas résolue. L'unité du pays pour laquelle il s'était engagé jusqu'à découvrir quelque peu la Couronne, n'est pas assurée.

Le livre se termine de façon un peu abrupte. Mais il est vrai que l'excellente introduction contient à la fois la problématique et les conclusions de cet immense et remarquable travail.

Laurence van Ypersele

II. Tweede Wereldoorlog / Seconde Guerre mondiale

EMMANUEL DEBRUYNE

«**La guerre secrète des espions belges 1940-1944**»

Bruxelles, Racine, 2008, 389 p.

Je me permettrai, pour une fois, d'adopter un ton personnel dans ce compte rendu. En effet, le sujet qu'Emmanuel Debruyne avait choisi pour sa thèse de doctorat (défendue en 2006, dont le livre recensé est une synthèse), me tient particulièrement à cœur. Grâce à José Gotovitch, à l'époque directeur de ce qui allait devenir le CEGES, j'ai connu la grande faveur de pouvoir étudier à partir de la fin des années 80, en quelque sorte au titre de successeur de feu Jean Dujardin, les réseaux de renseignement pro-alliés que la Belgique a connus pendant la Seconde Guerre mondiale. Je ne sais pas pour autant – j'en

doute même – si ma démarche a tout à fait satisfait mon ami José. Ce qui m'intéressait avant tout, c'était la description analytique du mode de fonctionnement de ces réseaux, même réseau par réseau, alors que José Gotovitch, je pense, souhaitait davantage une analyse sociologique globale, voire socio-politique. La thèse de doctorat d'Emmanuel Debruyne, dont j'ai suivi de près la genèse, répond à mon sens beaucoup plus au vœu de l'ancien directeur du CEGES. C'est dire, d'emblée, que son livre est une synthèse magistrale de quasi tous les éléments qui sont aujourd'hui connus sur le sujet. Debruyne avait d'ailleurs déjà fait ses preuves dans un ouvrage remarquable consacré aux réseaux de la Grande Guerre ¹.

La documentation que Debruyne a pu utiliser est impressionnante. Le CEGES, par exemple, conserve des fonds très importants se rapportant aux réseaux au sens large (y compris les lignes d'évasion et les groupes de sabotage dépendant de Londres). Il dispose ainsi d'une partie des archives de Zéro (et de ses secteurs Eva et Portemine), de Clarence, de Mill, de Boucle, de Tégat, de Luc-Marc, et de fonds plus réduits des réseaux Ali-France et Martiny-Daumerie, sans parler de fonds privés et des transcriptions de nombreuses interviews d'anciens des réseaux, et non des moindres. Le CEGES conservait aussi au moment de la recherche d'Emmanuel Debruyne les archives du Haut Commissariat à la Sécurité de l'État de Londres, dans lesquelles se trouvent un grand nombre

¹ LAURENCE VAN YPERSELE & EMMANUEL DEBRUYNE, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre. L'espionnage en Belgique durant la guerre 1914-1918 : histoire et mémoire*, Bruxelles, Labor, 2004.

de dossiers se rapportant aux réseaux². Mais la documentation la plus importante en sa possession est celle du fonds 'Sûreté de l'État-Londres', qui fut déposé au CEGES en 1993. J'ai eu le privilège d'être un des premiers à pouvoir consulter ces quelque 30.000 dossiers individuels et dix mètres courants de documentation générale se rapportant aussi bien aux réseaux qu'au rôle de la Sûreté de l'État et de ses antennes en Espagne, en Suisse et en Suède (j'ai dressé un inventaire sommaire de la documentation générale en 1994). Connaissant donc ce fonds... à fond, je peux affirmer que Debruyne a réussi le tour de force de survoler la totalité du terrain tout en faisant preuve d'une excellente connaissance de tous les réseaux, sans toutefois en privilégier un³.

Le livre est bâti autour de cinq grands thèmes : la vie et la mort des réseaux (évolution générale de 1940 à 1944), les rapports avec Londres (le chapitre le plus important, qui comprend plus de cent pages), le renseignement proprement dit, finalité de l'existence des réseaux (nature, acquisition, transmission), l'analyse sociologique du monde des agents, et un chapitre final consacré à l'étude psychologique de la vie de l'agent. Parmi les sections présentant des données absolument nouvelles, il y a celle du second chapitre (relations avec Londres) consacrée au financement des réseaux. Il est vrai que l'auteur avait déjà publié cette analyse, et ce de manière plus

complète, mais il l'avait fait dans la revue du CEGES à diffusion somme toute plus restreinte qu'un livre⁴.

L'étude sociologique, si elle ne présente pas de surprises, n'en est pas moins remarquable. Debruyne a créé une banque de données à partir des dossiers individuels établis par la Sûreté de l'État. Cet échantillon reprend un agent sur cinq, c'est-à-dire 3.853 individus représentant cette 'société secrète', selon les critères suivants : l'année d'engagement (la plupart sont entrés en 1942), le sexe (83,6 % hommes contre 16,4 % de femmes), la classe d'âge (la plupart des agents ont entre 25 et 44 ans au moment de leur activité), le niveau d'études, la catégorie socioprofessionnelle (la plus importante en chiffres est celle des employés). Debruyne a également analysé la répartition géographique et linguistique des agents de son échantillon (Brabant, Liège et francophones sont les plus représentés). Il examine également le rôle de la famille, du monde professionnel, des 'communautés de conscience' et des 'communautés d'expérience' pour circonscrire les viviers dans lesquels des liens existants peuvent contribuer au recrutement. À juste titre, Debruyne consacre une section spéciale au rôle des femmes, dont la sous-représentation par rapport à la population globale n'étonne pas. En effet, les réseaux n'existent pas dans le vide mais sont le reflet partiel de la société de l'époque – Debruyne le répète plusieurs fois, et il a raison de le

² Aujourd'hui, ces archives reposent aux AGR.

³ En 2003, il avait déjà publié un ouvrage basé sur son mémoire de licence consacré en 1998 au seul réseau Tégal : *C'était Tégal. Un service de renseignements en Belgique occupée, 1940-1944*, Bruxelles, Labor.

⁴ EMMANUEL DEBRUYNE, "Le nerf de la guerre secrète. Le financement des services de renseignements en Belgique occupée, 1940-1944", in *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 13-14, 2004, p. 223-265.

faire. Cela implique souvent que des rôles 'secondaires' sont attribués aux femmes (courriers, 'intendance', boîte aux lettres), mais Debruyne souligne à juste titre que ces tâches sont très importantes pour un réseau qui dépend aussi de la bonne marche de cette infrastructure.

Deux aspects de cette analyse sociologique mériteraient d'être approfondis, même si les difficultés d'interprétation semblent presque insurmontables. Il y a d'abord le clivage linguistique. Comment expliquer que le groupe néerlandophone, pourtant majoritaire dans le pays, est à ce point sous-représenté (14 à 20 % d'agents d'expression néerlandaise contre 52 % de Flamands pour la totalité de la population) ? Certes, l'État belge (auquel un certain nombre de Flamands s'identifient mal à l'époque) est en 1940, pour de nombreux francophones présents dans la sphère publique, un État dans lequel vivent, un peu comme par un hasard malheureux, des gens qui parlent le néerlandais ou un patois flamand. Pour les autres, l'usage du français comme unique langue véhiculaire est évident. Même un grand service comme Luc-Marc, qui dispose de vastes secteurs en Flandre, est dirigé par quelqu'un qui ne comprend pas un mot de néerlandais. Il s'ensuit que les chefs de secteur seront plus facilement portés à rédiger leurs rapports en français; peut-être même rempliront-ils leurs formulaires d'après guerre en vue de leur reconnaissance dans cette langue. Il est vrai que le chef de Marc, Max Londot, aux sympathies wallonnes avérées, a comme adjoint un Flamand, Henri de Saedeleer, dont la maîtrise du français est ceci dit parfaite, et cette direction bicéphale semble fonctionner à merveille : ce qui compte, c'est la fin de l'occupation.

Après, on verra. Ces constatations ne répondent pas, toutefois, à la question de savoir pourquoi les néerlandophones sont minoritaires à ce point. Il me semble que la tentative d'explication de Debruyne, tenant largement compte de l'évolution de la 'société flamande' après 1918 et des réactions à celle-ci dans le monde francophone, est très valable. Je voudrais à ce sujet signaler un détail qui, en soi, en dit long. Lorsqu'il est question, en août-septembre 1940, d'envoyer Constant Martiny, un Wallon domicilié à Bruxelles réfugié à Londres, comme agent secret en Belgique, ce dernier note dans son carnet personnel que les Britanniques ne veulent pas d'agents flamands en raison de l'expérience de 14-18, l'activisme donc.

Le duo Londot-de Saedeleer incarne encore un autre clivage possible signalé par l'auteur mais peu développé faute d'éléments précis : les contradictions politiques ou philosophiques qui peuvent avoir existé au sein des réseaux, même si, en principe, le renseignement se veut apolitique. La tendance libérale, soit plutôt droitiste, du chef de réseau Max Londot ne l'a pas empêché de collaborer harmonieusement avec son adjoint issu de la mouvance socialiste. Des dissensions philosophiques se sont fait jour à d'autres occasions, par exemple à l'occasion de la prestation de serment exigée en 1943 par le chef de Clarence, qui insistait assez lourdement sur l'aspect chrétien de l'engagement. Un certain nombre d'agents ont, à cause de cette intransigeance, préféré quitter le service. Ces quelques éléments semblent indiquer que les clivages belges traditionnels n'étaient pas absents dans les réseaux, même si l'apolitisme était officiellement de mise.

Dans le même ordre d'idées, Debruyne signale l'attitude parfois très critique de certains chefs de réseau ou d'agents subalternes vis-à-vis des politiciens, et même à l'égard du gouvernement en exil, dont, dans une certaine mesure, ils dépendaient. Ainsi, un catholique de droite comme Pierre Bouriez ('Sabot'), une des figures les plus importantes et les plus discutées des réseaux belges de France, ne ménage pas son mépris pour la 'politicaillé' de Londres (il n'apprécie pas non plus la présence de femmes dans les réseaux). Ceci nous mène à un autre aspect de la vie des services de renseignement, bien développé par l'auteur. C'est le fait qu'entre chefs de réseau et la souvent maudite 'Maud' (nom de code pour 'Londres') ait pu s'établir un véritable dialogue démocratique, dans lequel le gouvernement et l'agent de renseignement se parlent d'égal à égal, alors que ce dernier n'a (pas encore) de statut officiel. Les rapports très critiques, parfois aussi empreints d'humour, de William Ugeux en font foi. Cela me semble assez remarquable dans un pays qui, en 1940, était encore fort hiérarchisé. Il est vrai que la crise politico-financière des années 30 n'était pas de nature à rendre la jeune démocratie plus populaire.

On peut se poser la question de savoir si ce dialogue a contribué à la démocratisation de la société d'après guerre. La réponse n'est pas évidente. Il est vrai que William Ugeux, chef de Zéro et directeur général à la Sûreté de l'État à Londres à partir de 1943, est parmi les co-fondateurs de l'UDB, éphémère parti travailliste issu de la Résistance. Parmi les autres fondateurs, on trouve le ministre Antoine Delfosse (responsable de la Sûreté en tant que ministre de la Justice) et d'autres anciens

agents de renseignement comme Albert Hachez et Marc Delforge, tous deux de Zéro. À signaler aussi que William Ugeux a largement contribué à la décision du gouvernement exilé d'accorder au Parti communiste une place au sein de la communauté nationale, alors qu'avant la guerre, il était souvent considéré comme un ennemi intérieur. Dans ce contexte, je voudrais exprimer le souhait qu'un jour un chercheur publie une analyse détaillée du comité Gilles qu'on peut considérer comme l'antenne officieuse du gouvernement exilé. Ce comité, à la base duquel on trouve entre autres le ministre Delfosse, était en effet le canal privilégié du gouvernement pour communiquer au 'terrain' des directives politiques au sens large du mot. Il a, par exemple, joué un rôle crucial dans la réalisation d'une mission de la plus haute importance politique, la mission De Kinder, par laquelle le gouvernement a tenté une dernière fois de rétablir le contact avec le Roi.

Si l'étude d'Emmanuel Debruyne est très complète, quelques terrains de recherche restent tout de même à creuser. Il sera d'ailleurs, je crois, le premier à partager cette idée. Je pense en premier lieu à l'ensemble des réseaux relativement petits que l'on appelle les réseaux belges de France. Leur existence a été cruciale pour les liaisons avec Londres, notamment en matière de transmission du courrier et, subsidiairement, aussi de 'colis', c'est-à-dire de personnes qui voulaient gagner l'Angleterre. Comme le propos de Debruyne n'était pas de dresser un tableau analytique des réseaux, il mentionne cet ensemble sans insister sur son fonctionnement. Or, même si Jean Fosty a partiellement déblayé le terrain en

publiant un premier article sur ces réseaux, basé déjà sur les archives de la Sûreté, il reste encore beaucoup de travail à faire, et pas seulement sur le plan purement descriptif⁵. En effet, le fonctionnement de ces petits réseaux (Sabot, Delbo-Phénix et quelques autres) dépendait beaucoup du niveau de tolérance qu'ils pouvaient obtenir des services français. C'est un aspect qui n'a pas encore été étudié, mais sur lequel on pourrait retrouver des données dans les archives conservées des services français, notamment dans celles restituées par l'URSS vers 1990. De plus, comme ces réseaux s'appuyaient aussi en partie sur ce qui restait des représentations diplomatiques belges en France, les archives des Affaires étrangères pourraient également être éclairantes.

Dans le même contexte, on pourrait entreprendre une étude approfondie des antennes de la Sûreté dans des pays neutres comme le Portugal, l'Espagne, la Suisse et la Suède. Les documents à ce sujet ne manquent pas. Debruyne les situe très correctement dans le système de la Sûreté, et une étude détaillée ne changerait probablement pas grand chose à son analyse. Mais elle pourrait éclairer la façon dont un service (la Sûreté) d'un gouvernement en exil ayant choisi le camp des Britanniques, a pu, ou à certaines occasions n'a pas pu développer des initiatives clandestines

dans ces pays neutres. Là aussi, étant donné que les antennes belges étaient souvent camouflées dans des services diplomatiques ou consulaires, les archives des Affaires étrangères pourraient être utiles.

Il me reste à signaler quelques petites fautes. La première m'a tout de suite sauté aux yeux. Il est écrit, au dos de l'ouvrage, que la photo de couverture représente la baronne de Heusch (Anne-Marie van den Bosch, chef de secteur dans le service Marc sous le nom de Mercure). Loin de moi l'idée que la baronne de Heusch ne mérite pas une telle faveur, car son travail pour Luc-Marc a été énorme. Mais à toute dame tout honneur : la photo représente une autre femme du même service dont les mérites sont également très grands, même si elle est toujours restée dans l'ombre. Il s'agit d'Élisabeth Jacobs, l'épouse d'Henri de Saedeleer, connue dans le service sous le nom d'Elzeke. Elle joua un rôle important dans la confection hebdomadaire du courrier, une activité qui non seulement mettait les nerfs à rude épreuve mais présentait aussi des dangers. L'erreur, que l'auteur reconnaît volontiers, est due à la présence de la photo d'Elzeke dans une enveloppe portant le nom de 'Mercure'⁶.

J'ai repéré une autre petite coquille qui n'enlève rien à la valeur du récit dont elle est tirée. Dans le texte que l'auteur

5 JEAN FOSTY, "Les réseaux belges en France", in *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 2, 1972, p. 79-111.

6 Il existe une autre photo d'Elzeke, assez émouvante, réalisée le 2 septembre 1944, très probablement par son mari Henri de Saedeleer, à la veille donc de la libération de Bruxelles. On la voit, assise devant la même machine à écrire que celle de la couverture du livre, dévouée jusqu'au bout, en train de paginer le dernier courrier de Marc dans le PC du service à Boitsfort. Par la force des choses, ce courrier n'a plus été envoyé vers la Grande-Bretagne par les canaux habituels.

consacre à la répression allemande (p. 76-103), il introduit, à juste titre, le sigle ‘V-Mann’ (*Vertrauensmann*) pour désigner les agents du contre-espionnage allemand désireux à tout prix d’arrêter des agents pro-alliés. Or, le pluriel de ‘V-Mann’ (‘V-Leute’) est utilisé à tort à plusieurs reprises pour désigner une seule personne. La répression allemande est d’ailleurs un sujet qui à lui seul mériterait une étude approfondie. Nous disposons du livre que Gabriel Verbeke a consacré au fameux Prosper Dezitter, mais le sujet vaut une approche plus globale et scientifique⁷. Il n’est pas sans importance, par exemple, de constater qu’un grand réseau comme Luc-Marc a, trois fois de suite (1941-1942-1943), été victime de dénonciations obtenues de trois personnes qui avaient été, auparavant, eux-mêmes des agents du réseau. Deux de ces agents ont agi de leur propre initiative. Il serait peut-être utile qu’un autre chercheur étudie de façon systématique les techniques précises utilisées par la police allemande, et, surtout, les imprudences commises par les agents eux-mêmes, du simple agent de base au chef de réseau.

Ceci dit, ces remarques ne remettent pas en cause la valeur de l’étude d’Emmanuel Debruynne : son entreprise peut être considérée comme incontournable pour quiconque veut étudier de manière scientifique et détachée les réseaux de renseignement belges en 1940-1944.

Etienne Verhoeyen

NATHALIE PIQUET

«Charbon – Travail forcé – Collaboration. Der nordfranzösische und belgische Bergbau unter deutscher Besatzung, 1940 bis 1944»

Essen, Klartext, 2008, 373 p.

De bezetting van de door de Duitsers veroverde gebieden tijdens de Tweede Wereldoorlog was een grensoverschrijdend fenomeen. De verschillende bezettingsautoriteiten werden aangestuurd vanuit Berlijn en moesten aan de overheden van het Derde Rijk verantwoording afleggen. Tot nu toe werd de bezettingsgeschiedenis echter vooral bekeken vanuit een nationaal perspectief, vaak zelfs als een exclusief nationale kwestie. Het grensoverschrijdende karakter van de bezetting geldt des te meer voor de steenkoolsector, waarvan het belang voor de bezettingsgeschiedenis moeilijk kan worden overschat. Steenkool was de voornaamste energiebron en bepaalde de industriële productie. De steenkoolbakkens die zich in Frankrijk en België bevinden maken deel uit van dezelfde geologische configuratie en de steenkool werd tijdens de bezetting niet enkel bovengehaald door ‘autochtonen’, ook Russische krijgsgevangenen zorgden in Limburg in voor een groot deel van de steenkoolextractie. Nathalie Piquet bestudeert in dit boek, de handelseditie van een proefschrift van de *Ruhr-Universität Bochum* in een ‘co-tutelle de thèse’ met de *Université Charles de Gaulle Lille III*, de sociale geschiedenis van de Belgische en Noord-Franse steenkoolbakkens tussen

⁷ GABRIËL VERBEKE, *De gewetenloze spion. Prosper Dezitter, de nummer één van de Duitse contraspionage*, Koksijde, De Klaproos, 1998.

1940 en 1944. Het boek is in het Duits geschreven, maar achteraan is een samenvatting in het Frans opgenomen.

De arbeidsverhoudingen staan centraal in dit boek. Ze worden gesitueerd in een ruimer chronologisch kader. In een inleidend hoofdstuk wordt ingegaan op de Eerste Wereldoorlog en het interbellum. Het afsluitende hoofdstuk handelt over de bevrijding waarin de epuratie een belangrijke plaats inneemt. In een apart hoofdstuk worden de bezettingsstructuren, de bezettingspolitiek en de verhouding met de Duitse en nationale autoriteiten geduid.

De geschiedenis van de Franse en Belgische steenkoolsector tijdens de bezetting is niet geheel onbekend terrein, maar het is voor het eerst dat aan de sector een monografie wordt gewijd. Dit levert in combinatie met het consequent aangehouden comparatieve karakter een aantal nieuwe inzichten op, zowel feitelijk als op het vlak van mechanismen eigen aan de bezetting. Een eerste vaststelling is dat in Noord-Frankrijk de steenkoolproductie min of meer gehandhaafd bleef, terwijl ze in België terugliep, ondanks de Duitse maatregelen, zoals de inzet van krijgsgevangenen. Dit verschil vloeit voort uit een andere opstelling van overheden en ondernemers in België en Noord-Frankrijk. Een andere factor van belang was het strengere optreden van het toezichtspersoneel in Noord-Frankrijk, dat zich gesteund wist door de bedrijfsleiding. Het bestaan van het Galopin-comité en de Galopin-doctrine was eveneens een factor die het verschil verklaart.

De mijnen waren sinds het interbellum plaatsen waar arbeiders van verschillende nationaliteit samen of naast elkaar werkten. Dit fenomeen werd tijdens de bezetting nog versterkt, onder meer door de inzet van Russische en Oekraïense krijgsgevangenen. In Frankrijk werkten eveneens talrijke Polen. Een ander aspect van uitwisseling van nationaliteiten waren de leden van de *Garde Wallonne* die in Noord-Frankrijk werden ingezet om Oekraïeners te bewaken. Nathalie Piquet gaat in op de verhoudingen tussen deze verschillende groepen. Soms was er sprake van solidariteit : de Noord-Franse bevolking kon het gewelddadige optreden van de *Gardes Wallonnes* bijvoorbeeld niet smaken, Russische krijgsgevangenen konden in Limburg rekenen op de steun van de plaatselijke bevolking en traden tot het verzet toe. Er kon echter ook sprake zijn van gespannen verhoudingen, bijvoorbeeld met bepaalde Poolse mijnwerkers in Noord-Frankrijk die de plaatselijke bevolking beschouwde als Duitsvriendelijk. De auteur gaat verder, in zoverre de bronnen dit toelaten, in op de levensomstandigheden van de mijnwerkers en de vormen van verzet. Ze verliest daarbij de patronen niet uit het oog, wat onontbeerlijk is om de opstelling van de mijnwerkers goed te kunnen inschatten. Te waarderen is tevens het kritische gebruik van het begrip patriottisme : de auteur gaat er niet bij voorbaat vanuit dat elk sociaal conflict een patriottische dimensie had. In verband met de stakingen in mei/juni 1941 in Noord-Frankrijk stipt ze aan dat ze een patriottische tint (*'Färbung'*) kregen *omdat* de Duitsers repressief op de staking reageerden. De auteur besteedt tevens aandacht aan de politieke dimensie,

met name de rol van de communistische partij en socialistische militanten.

De ingewikkelde Belgische staatsstructuur maakt het voor buitenlanders niet eenvoudig om onderzoek te doen over Belgische geschiedenis. Nathalie Piquet heeft evenwel haar weg gevonden in het Belgische archiefwezen en heeft naast bronnen uit het Rijksarchief en het SOMA ook een beroep gedaan op materiaal uit privaatrechtelijke archiefcentra. De auteur heeft zowel de Franstalige als de Nederlandstalige literatuur verwerkt, wat een volledig beeld oplevert en toelaat goed aan te sluiten bij het bestaande onderzoek. Ze heeft zich, op enkele schoonheidsfoutjes na (de *Société Générale* is bijvoorbeeld geen bank), goed weten in te werken in de Belgische geschiedenis.

Het boek is goed doordacht, empirisch goed onderbouwd (ook al werd om redenen die niet duidelijk zijn geen gebruik gemaakt van de archieven van de administratie van het mijnwezen) en het comparatieve perspectief is verrijkend voor de Belgische geschiedenis.

Op één punt overtuigt het boek echter niet, met name waar het gaat om de opstelling van de Belgische werkgevers. Hoewel uit de analyse naar voren komt dat de Belgische mijnpatroons terughoudender waren tegenover de bezetter, is het beeld dan van hen wordt geschetst te positief en wordt niet voldoende ingegaan op de redenen voor hun opstelling. Dat laatste hangt dan weer samen met visie die dit onderzoek schraagt. Hoewel de auteur kiest voor een langetermijnperspectief en de oorlog niet ziet als een geïsoleerd evenement, wordt deze lijn niet geheel consequent

aangehouden. De geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog is een gelaagde geschiedenis. De oorlog creëert een nieuw politiek-militair kader, met nieuwe actoren waarmee rekening moet worden gehouden, veranderende krachtsverhoudingen met en tussen de vooroorlogse actoren, de productie van een eigen logica en het ontstaan van fenomenen als collaboratie en verzet. De tweede laag, die door de eerste wordt beïnvloed, maar die daarvoor niet verdwijnt of geheel wordt gedetermineerd, is die van de interactie tussen de vooroorlogse actoren, die eveneens een eigen logica volgt, die niet noodzakelijk direct verband houdt met de oorlog. Enigszins kort door de bocht geformuleerd zou men kunnen zeggen dat er tijdens en in de marge van de echte oorlog vele andere oorlogen worden uitgevochten of dat bepaalde conflicten niet verdwenen *omdat* het oorlog was.

Dit inzicht is van fundamenteel belang om de opstelling van de Belgische mijnbedrijven te begrijpen. Het mag dan wel zo zijn dat de Belgische mijnexploitanten meer terughoudend waren om voor de bezetter te werken dan de Franse, dat betekent niet dat ze hun economische belangen – die niet altijd strookten met die van de werknemers – uit het oog verloren. De Belgische mijnpatroons streefden er de hele bezetting naar de loonkost zoveel mogelijk binnen de perken te houden en geen concessies te doen die onomkeerbaar waren of na de bezetting als een verworven recht zouden kunnen worden beschouwd. Dit verklaart, zoals Guy Coppieters aantoonde, waarom de mijnpatroons in conflict konden komen met de Duitsers, bijvoorbeeld wanneer deze laatsten op het einde van

de oorlog voorstelden de lonen gevoelig te verhogen.

De inzet van dergelijke conflicten had geen direct verband met de problematiek van de oorlog in zijn bezettingsdimensie, maar volgde een economische logica, die verklaart waarom de bezetter de objectieve bondgenoot kon zijn van de mijnwerkers. Het legt eveneens uit waarom de Duitsers in 1940 in een aantal gevallen de kant kozen van stakende mijnwerkers: de stakingen waren in een aantal gevallen een reactie tegen pogingen van de werkgevers om af te dingen op verworven rechten uit het overleg tijdens het interbellum. Deze erg strakke opstelling, soms revanchistische opstelling van het Belgische mijnpatronaat is niet of slechts heel gedeeltelijk inpasbaar in de eerste oorlogslaag: de bezetting verschijnt hier als een factor die de machtsbalans tussen sociale groepen beïnvloedt. Deze dimensie en het samenspel tussen de twee lagen van de oorlog krijgt in dit boek onvoldoende aandacht. Dat is de reden waarom wie vertrouwd is met de geschiedenis van de Belgische steenkoolmijnen, op verschillende bladzijden de indruk heeft dat de mijnpatroons wat te rooskleurig worden voorgesteld. Zij ageerden veel strategischer, met het beheersen van de loonkost als centraal doel, dan de auteur vermoedt. Hier is een continuïteit met de vooroorlogse periode, waarin loonkostenbeheersing, die op haar beurt samenhangt met de economische structuur van de steenkoolmijnen, de

belangrijkste zorg was. In de tweede oorlogslaag is ook de verklaring of een deel van de verklaring te vinden voor de meer terughoudende opstelling van de Belgische mijnpatroons tegenover de Duitsers en hun geringere bereidheid om de productie op peil te houden. Dit hield namelijk ook verband met de klassiek liberale visie van het Belgische mijnpatronaat, waarbij de staat zoveel mogelijk geweerd werd uit wat als interne aangelegenheden van de onderneming beschouwd werd. De arbeidsverhoudingen behoorden daartoe. Voor de oorlog werd om die reden de interventie van de Belgische overheid zoveel mogelijk vermeden, tijdens de bezetting gebeurde hetzelfde met de Duitse overheid. Belgische mijnpatroons deden bij voorkeur geen beroep op de bezetter in geval van sociaal conflict.

In Frankrijk lagen de kaarten anders: de overheid stelde zich veel minder terughoudend op dan de Belgische. De mijnpatroons waren bereid zich in te schrijven in die politieke agenda en deden een beroep op de overheid om tussen te komen in conflicten die door de Belgische werkgevers zouden beschouwd worden als 'interne aangelegenheden'. Dit verschil is terug te voeren op het karakter van het Franse kapitalisme, waarin zoals Richard Kuisel aantoonde, de staat een veel prominentere rol speelde⁸. Dat blijkt ook uit de geschiedenis van de steenkoolsector tijdens de Tweede Wereldoorlog.

Dirk Luyten

⁸ RICHARD F. KUISEL, *Le capitalisme et l'État en France : modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Parijs, Gallimard, 1984.

FRANK SEBERECHTS EN FRANS-JOS VERDOODT

«Leven in twee werelden. Belgische collaborateurs en de diaspora na de Tweede Wereldoorlog»

Leuven, Davidsfonds, 2009, 236 p.

De geschiedenis van de collaboratie in België, vooral op politiek en militair gebied, is goed gekend dankzij uitstekende studies over organisaties zoals Rex, het VNV, de DeVlag, Het Vlaams en Waals Legioen. Ook over de Vlamingen die in september 1944 naar Duitsland zijn gevlucht en daar een Landsleiding vormden, is een en ander bekend, zij het minder over de ‘kleine garnalen’ dan over de top. Over wat er met deze ‘incivieken’ na de Duitse capitulatie gebeurd is, wisten we echter weinig. Sinds kort is deze lacune, althans wat de Vlamingen betreft, opgevuld. Frank Seberechts en Frans-Jos Verdoodt hebben inderdaad een fascinerende studie gepubliceerd over de collaborateurs die er de voorkeur aan gaven na de bevrijding niet meer naar België terug te keren om hun straf te ontlopen.

Het boek omvat enkele heldere inleidende hoofdstukken over de politieke collaboratie en de repressie, waarna de auteurs een aantal domeinen verkennen die totnogtoe, met name in collaboratiekringen, lang taboe zijn geweest: de hulp aan gevluchte of geïnterneerde ‘incivieken’ en hun familie, hun vlucht naar landen waar ze meenden zich aan het Belgisch gerecht te kunnen onttrekken en de contacten met het thuisfront. In dat verband wordt de belangrijke rol van de katholieke Kerk niet uit de weg gegaan. Wel plaatsen de auteurs terecht vraagtekens bij een aantal mythen die suggereerden of met veel overtuiging maar zonder bewijs beweerden dat er een quasi wereldwijd

netwerk bestond dat, liefst met de hulp van de Kerk en de Amerikanen, ervoor zorgde dat collaborateurs zonder veel moeite naar veilige oorden konden vertrekken en daar hun activiteit konden voortzetten. Het betreft hier veronderstelde netten zoals Odessa en de zogenaamde ‘zwarte maquis’, waarbij er werd van uitgegaan dat na de bevrijding clandestiene groepen van collaborateurs of sympathisanten waren gevormd die in eigen land een soort guerrilla tegen ‘het regime’ wilden ontketen. Dat er wel degelijk netwerken bestonden, is voldoende aangetoond, bijvoorbeeld om collaborateurs uit Wit-Rusland naar de VS te smokkelen, waar ze nuttig konden zijn bij de strijd tegen het communisme. De hulp van de katholieke Kerk hierbij is niet te onderschatten. Maar zoals vaak gebeurt met gebeurtenissen die zich onder de mantel afspelen, ontstaan er snel overdreven voorstellingen die met de werkelijkheid steeds minder te maken hebben. Voor een deel baseren de auteurs zich in dit gedeelte over min of meer illegale hulpverlening op rapporten van de Veiligheid van de Staat (uit het Stadsarchief Antwerpen). Die zijn echter niet steeds betrouwbaar en lopen vaak een eindweg mee met overdreven voorstellingen.

De auteurs besluiten naar mijn gevoel wat te snel dat de ‘*maquis noirs*’ niet hebben bestaan. De Duitse inlichtingendiensten (zowel de *Abwehr* als de *Sicherheitsdienst*) hebben sinds 1943 agenten aangeworven, die na het terugtrekken van het Duitse leger ter plaatse moesten blijven en vanuit bevrijd België militaire informatie naar Duitsland moesten zenden. Er waren ook talrijke wapenopslagplaatsen aangelegd die pas later moesten worden aangesproken.

Einde 1944-begin 1945 werden nog een tiental Vlaamse agenten vanuit Duitsland naar België gestuurd om de terugkeer van het Duitse leger voor te bereiden. Ook aan Waalse zijde zijn dergelijke initiatieven bekend. Bij deze initiatieven werd er natuurlijk van uitgegaan dat het Duitse leger naar de bevrijde gebieden zou terugkeren en een beroep zou doen op de ter plaatse gelaten agenten. Een aantal verspreide gegevens wijzen daarop. Hierbij kan verwezen worden naar de organisatie *Wehrwolf*, waar de auteurs terecht vrij sceptisch tegenover staan, maar waarvan het embryonale bestaan niet kan ontkend worden.

Het volgend hoofdstuk is een overzicht van de landen waarin collaborateurs – al dan niet met georganiseerde hulp – hun toevlucht zochten: Duitsland (Oswald Van Ooteghem, Edgard Delvo), Oostenrijk (Robert Verbelen, Cyriel Verschaeve), Nederland (Wies Moens), Frankrijk, Zwitserland (Frans Daels, Albert Servaes, Hendrik de Man), Italië, Ierland, Zuid-Afrika, de VS en Canada, Spanje (Pierre Daye, Léon Degrelle, René Lagrou) en vooral Latijns Amerika. De informatie die de auteurs bieden over de ‘Argentijnse connectie’ is vernieuwend. Hieruit blijkt ook meteen dat er sprake was van min of meer georganiseerde emigratie naar het land van Peron, en dat de Belgische regering daar niet eens afkerig van was. Daye en Lagrou hebben hierin een belangrijke rol gespeeld. Interessant zijn ook de bladzijden die besteed worden aan de problematiek rondom de al dan niet uitlevering van Degrelle door Franco. Ook hierover zijn in de loop der tijden enkele mythen de wereld ingestuurd en

het siert de auteurs dat ze zich strikt bij de feiten hebben gehouden.

Het boek is geen volledige inventaris van alle collaborateurs die na de bevrijding de vlucht naar het buitenland hebben gekozen. Toch worden een groot aantal individuele gevallen onderzocht, waarbij duidelijk de nadruk op Vlamingen ligt. Ook aan Franstalige zijde is echter, los van Léon Degrelle, gepoogd om Waalse collaborateurs naar het buitenland te versluizen, onder meer naar Spanje. Hier ligt een nagenoeg braakliggend terrein dat wel eens door een Waalse historicus zou kunnen onderzocht worden.

Er is één categorie van gevluchte collaborateurs die in het boek ontbreekt. Dat zijn diegenen van wie na de Duitse capitulatie nooit meer iets vernomen is. Uit mijn eigen studie over de *Abwehr* in België zijn mij zo enkele gevallen bekend, en niet van de minste. Hoeveel dat er zijn geweest is uiterst moeilijk na te gaan, maar ik stel vast dat alvast enkele kopstukken onder de Belgische *Abwehr*agenten erin geslaagd zijn zich na mei 1945 te doen vergeten. Een ander voorbeeld is ‘Max Günther’ (eigenlijke naam: Emiel Van Thielen, een Belg die tot Duitser was genaturaliseerd), een agent van de Gestapo die zich onder meer in Breendonk had overgeleverd aan foltering op Belgische verzetslieden en die in 1945 spoorloos verdween.

Er zijn dus nog terreinen te verkennen, maar nu reeds kan gesteld worden dat het werk van Frank Seberechts en Frans-Jos Verdoodt baanbrekend is, al was het maar omdat nu eindelijk een sluier wordt opgelicht over een taboewereld.

Etienne Verhoeyen

TIM TRACHET

«**Het drama van Abbeville**»

Antwerpen, Houtekiet, 2009, 174 p.

In 2007 zond de VRT-Canvas een documentaire uit onder de titel *Het bloedbad van Abbeville*. Het was niet de eerste keer dat dit gebeurde, want zo'n goede twintig jaar geleden had ook Maurice De Wilde er reeds een lange uitzending aan gewijd waaraan ik zelf nog heb meegewerkt. Het onderwerp is bekend. Op 10 mei 1940 en de daaropvolgende dagen werden door de Belgische (en ook Franse) politiediensten enkele duizenden inwoners van ons land administratief gearresteerd. Om te beginnen Duitsers – een klassieke maatregel tegenover het land waarmee men in oorlog is – maar ook Italiaanse antifasisten, VNV-ers, Rexisten en leden van het Verdinaso. Daarnaast ook mensen van wie niet bekend was (en is) waarom zij als 'verdachten' moesten geïnterneerd worden. Op maandag 20 mei 1940 werden 21 'verdachten' die uit Belgische gevangnissen naar Frankrijk waren weggevoerd zonder vorm van proces door Franse militairen in de muziekkiosk van Abbeville doodgeschoten. Het nieuwe aan het Canvas-programma was dat het dramatisch gebeuren nu op de plaats zelf werd gereconstrueerd. Eén van de programmamakers, Tim Trachet, besloot vervolgens de documentatie die hij verzameld had onder te brengen in een boek. Ook dat is niet de eerste keer. Reeds in 1977 publiceerde de Brugse historicus en journalist Carlos Vlaemynck

een baanbrekende monografie over het onderwerp⁹.

Tim Trachet behandelt achtereenvolgens de aanhoudingen in België, het traject naar Abbeville, de moorden op de 21 gevangenen en het lot van de overlevenden. Zeer terecht besteedt hij ook aandacht aan een ander en veel groter drama dat zich op 20 mei 1940 in Abbeville heeft afgespeeld en dat de context vormt waarin het drama zich heeft voorgedaan: de voortdurende bombardementen van de stad door de Duitse luchtmacht, uitgerekend op 20 mei, waardoor zowat het gehele oude stadscentrum in puin werd gelegd en waarbij mogelijk vierduizend mensen omkwamen, hoogst waarschijnlijk ook Belgische vluchtelingen. Niemand in België denkt er nu aan dit grote drama te herdenken, terwijl de dood van de 21 'verdachten' tot op vandaag herinnerd wordt...

Belangwekkend zijn de hoofdstukken waarin achtereenvolgens het naoorlogs lot van de stoffelijke resten en de nagedachtenis van de slachtoffers worden geanalyseerd. Verhelderend is het slothoofdstuk, waarin Tim Trachet nagaat hoe de inwoners van Abbeville tegen "*l'affaire du kiosque*" hebben aangekeken en nog aankijken. Ook hier is sprake van een onverwerkt verleden, mede gekenmerkt door onwetendheid, ontkenning en soms kwade trouw. In de ogen van velen waren de gevangenen Duitse spionnen, en in de paniek en verwarring van 20 mei 1940 was er niet veel nodig om te denken dat men die maar

⁹ CARLOS H. VLAEMYNCK, *Dossier Abbeville*, Leuven, Davidsfonds, 1977.

best uit de weg kon ruimen. De regeringen droegen trouwens zelf hun steentje bij tot de paniekstemming door voortdurend te waarschuwen voor ‘parachutisten’ en voor als priesters of nonnen verklede spionnen. Pas in de jaren 1980 verscheen het eerste Franse werk waarin het drama objectief werd behandeld. De auteur werd meteen als ‘nestbevuiler’ beschouwd. Tot op heden is in het stadhuis van Abbeville een brochure te verkrijgen die in 1947 werd geschreven en waarin de dood van de 21 zeer tendentius wordt behandeld. Het klinkt bijna ongelooflijk en toch is het waar : op enkele stappen van de kiosk werd na de oorlog een straat omgedoopt tot *rue du lieutenant Caron*, naar de naam van één van de Franse officieren die rechtstreeks verantwoordelijk was voor het drama. Caron werd hiervoor door de Duitsers ter dood veroordeeld en in 1942 terechtgesteld op de Mont Valérien bij Parijs, waar zoveel verzetslieden werden geëxecuteerd. Dat maakt echter van Caron nog geen “*résistant*”, zoals velen tot lang na de oorlog geloofd hebben. Integendeel, in het hedendaagse klimaat zou het bloedbad ongetwijfeld op de lijst van oorlogsmisdaden terechtkomen.

Tim Trachet gaat ook in op een niet onbelangrijk aspect van dit gebeuren : de vooral in Frankrijk wijd verbreide mening dat het bij de gevangenen om spionnen ging. Dat is natuurlijk een mythe, maar nu weten we toch dat zich in het ‘konvooi’ van 78 weggevoerden, waartoe ‘de 21 van Abbeville’ oorspronkelijk behoorden, meer Duitse spionnen bevonden dan door Carlos Vlaemynck op grond van zeer onvolledig bronnenmateriaal werd aangenomen. Uit mijn eigen nog niet gepubliceerd onderzoek over de werking

van de Duitse Abwehr in België tussen 1936 en 1945 (waarvan ik de auteur de resultaten had medegedeeld) is gebleken dat zich onder de 78 weggevoerden niet minder dan twintig personen bevonden, die alle – op één na – reeds vóór 10 mei 1940 gearresteerd waren op verdenking van spionage ten voordele van Duitsland. Het ging hier dus niet om ‘willekeurige aanhoudingen’ zoals de administratieve arrestaties van 10 mei 1940 door de Duitse en de VNV-propaganda vaak werden genoemd. Dat rechtvaardigt natuurlijk niet het optreden van de Franse militairen. We mogen immers aannemen dat luitenant Caron niet wist of zich werkelijk spionnen onder ‘zijn’ gevangenen bevonden; de Belgische Veiligheid van de Staat en de Franse contraspionage (die de meeste van de 78 weggevoerden op 19 mei 1940 in de gevangenis van Béthune had kunnen ondervragen) wisten dat wel. De reden waarom de Belgische regering beslist had ze naar Frankrijk te evacueren lag in het feit dat men wilde voorkomen dat ze in België door de Duitsers zouden bevrijd worden en opnieuw voor hen zouden gaan werken.

Op bladzijde 145 schrijft Tim Trachet : “Zonder twijfel zou het drama van Abbeville een obscure voetnoot in een groot boek zijn geworden als van Severen niet tot de slachtoffers had behoord”. Dat is ook altijd mijn overtuiging geweest : zijn dood werd door de Duitse en vooral de VNV-propaganda aangegrepen om de Belgische staat te beschuldigen van willekeur. Immers, Verdinaso-leider Joris Van Severen had na 1934 het pad van het separatisme verlaten en was in de ogen van velen een ‘belgicist’ of op zijn minst een patriot geworden. Het blijft tot

op vandaag een mysterie waarom deze man als ‘verdachte’ gearresteerd werd. Voor velen was hij een ‘burger boven elke verdenking’ ook al vertoonde zijn beweging fascistische kenmerken. M.i. is een deel van de verklaring te vinden in de beeldvorming die bij de Belgische en Franse veiligheidsdiensten over het Verdinaso bestond. Het heeft zin hier de Franse diensten te vermelden, omdat deze met name in West-Vlaanderen op 10 mei 1940 een relatief groot aantal dinaso’s hebben gearresteerd. Uit een uitgebreid SOMA-archieffonds¹⁰ blijkt dat het Verdinaso alleszins door de Fransen meer dan het VNV in het oog werd gehouden, ook nog op het einde van de jaren dertig, toen het Verdinaso al ver verwijderd was van de slogan “*La Belgique, qu’elle crève*”, die van Severen in 1929 in het parlement had geslingerd. Maar vreemd genoeg zal ongetwijfeld de herinnering aan deze slogan het meest hebben bijgedragen tot de beeldvorming over een beweging waarvan althans de Franse veiligheidsdiensten blijkbaar niet de evolutie hadden gevolgd.

Carlos Vlaemynck kon in de jaren 1970 niet over een aantal bronnen beschikken die nu wel toegankelijk zijn, wat gedeeltelijk een aantal fouten en vergissingen in zijn boek verklaart. Tim Trachet heeft wel enkele van deze nieuwe bronnen aangeboord. Zo heeft hij bijvoorbeeld individuele dossiers

van Joodse gevangenen uit het Museum van Deportatie & Verzet in Mechelen geraadpleegd. Slechts twintig uit de groep van 78 gevangenen waren Belg, en onder de vreemdelingen bevonden zich Italiaanse antifascistische vluchtelingen en niet minder dan zestien Joodse vluchtelingen uit Duitsland of Oost-Europa. Het is in dit verband inderdaad niet steeds duidelijk waarom mensen uit deze laatste groep werden aangehouden, maar voor een goed begrip van de toestand hieromtrent had de auteur iets uitgebreider gebruik kunnen maken van de baanbrekende studie van Emmanuel Debruyne, die in 2007 verscheen in het inmiddels tot standaardwerk uitgegroeid *Gewillig België* van een SOMA-collectief¹¹.

‘Het drama van Abbeville’ is een vlot leesbaar en evenwichtig boek. De auteur had geen wetenschappelijke pretenties, maar gaat toch zeer voorzichtig en genuanceerd te werk met conclusies en interpretaties. Zo is Tim Trachets boek een nieuwe bijdrage geworden tot de geschiedschrijving over één van de meest tragische momenten uit de Belgische (en Franse) geschiedenis uit de voorbije eeuw. Toch is ‘Abbeville’ slechts een deelaspect van het veel ruimere onderwerp ‘de verdachten van mei 1940’, dat nog steeds op een allesomvattende studie wacht.

Etienne Verhoeyen

¹⁰ AA 1423, *Archives partielles du service de renseignements français 1922-1942*.

¹¹ RUDI VAN DOORSLAER (red.), EMMANUEL DEBRUYNE, FRANK SEBERECHTS, NICO WOUTERS, m.m.v. LIEVEN SAERENS, *Gewillig België. Overheid en Jodenvervolgning tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Meulenhoff-Manteau/SOMA, 2007 (hierin vooral de bijdragen van E. Debruyne over de vluchtelingen en buitenlanders in België in 1939-40 en over de arrestaties van mei 1940, p. 117-236).

SUZANNE VROMEN

«Hidden children of the holocaust. Belgian Nuns and their Daring Rescue of Young Jews from the Nazis»
Oxford, Oxford University Press, 2008, 178 p.

Professeur émérite de sociologie à *Bard College (USA)*, Suzanne Vromen fournit ici une étude sur un sujet qui lui tient particulièrement à cœur, puisque comme enfant de famille juive, elle dut fuir avec les siens la Belgique occupée en 1941 pour se réfugier au Congo où elle poursuivit sa scolarité dans un couvent, expérience dont elle garde un excellent souvenir.

On aurait dès lors pu craindre une tendance à idéaliser la relation entre enfants juifs cachés et religieuses, mais l'auteur évite généralement ce piège. Elle n'élude d'ailleurs pas les questions délicates, comme celles des éventuelles conversions forcées ou du combat pour les orphelins après le conflit, et y répond avec beaucoup de nuances. Son analyse est certes marquée par une profonde empathie envers les acteurs du drame décrit, mais ce qui pourrait être un défaut sous la plume d'une chercheuse non aguerrie, est sous celle d'une sociologue expérimentée plutôt un atout supplémentaire, puisqu'elle ajoute de la chaleur à une recherche sérieuse.

Il convient cependant de nuancer ce constat positif. Car si l'ouvrage est le fruit d'un travail marqué par une application et une honnêteté indéniables, il laissera sans doute la majeure partie du public

belge sur sa faim. Les 150 pages de texte sont en effet pour l'essentiel consacrées à l'analyse de témoignages d'enfants cachés et de religieuses, confrontés uniquement à une série de travaux sur le sujet. Non seulement la démarche n'est pas neuve, surtout pour les enfants, mais en outre elle pose un énorme problème sur le plan méthodologique. On ne peut en effet accorder qu'un crédit limité à une synthèse désirant reconstruire le passé qui ne recoupe pas les récits des survivants, forcément marqués par les distorsions et les oublis du temps, par des sources d'époque.

Ce handicap est, il est vrai, atténué dans le premier chapitre relatif aux enfants par le grand nombre de témoignages recueillis (28) confrontés de-ci de-là à la riche historiographie sur le sujet. Cette importante base documentaire rend en effet possible de multiples recoupements, ce dont l'auteur tire profit pour mener une analyse fine et solide des comportements et des sentiments des jeunes Juifs cachés ainsi que de leur perception de l'état d'esprit de leurs hôtes à leur égard. Mais cette force est en même temps une faiblesse, puisque le recours pratiquement exclusif aux témoignages oraux d'enfants, déjà largement utilisé par d'autres auteurs dans un passé récent¹², ne lui permet pas vraiment d'innover dans les questionnements et les réponses fournies. Et cela d'autant que l'auteur ne cherche pas à distinguer les enfants selon divers

12 Cf. en particulier SYLVAIN BRACHFELD, *Merci de nous avoir sauvés : enfants cachés en Belgique : histoires personnelles d'enfants juifs cachés qui ont survécu en Belgique aux persécutions nazies pendant la seconde guerre mondiale, grâce à l'aide de «Justes» parmi la population belge*, Herzlia, 2007, 671 p. Il est à noter que cet ouvrage, paru il est vrai quelques mois avant celui de Suzanne Vromen, n'est pas mentionné par cette dernière.

critères d'appartenance possibles (sexe, âge, origine sociale, région du domicile, langue, convictions philosophiques et politiques des parents, immigration récente ou ancienne, pays et culture d'origine, etc.). On regrettera en outre que Suzanne Vromen ne dise pratiquement rien sur la composition de son échantillon, en dehors de la répartition par sexe et de l'âge moyen. Par ailleurs, on aurait aimé savoir de quelle manière elle avait conçu le déroulement de ses interviews. En outre et puisque l'ouvrage est destiné à un grand public, quelques considérations générales sur les apports et les limites de la source orale n'auraient sans doute pas été inutiles ici. Enfin, sur le plan du contenu, on peut s'étonner que ne soit évoqué, vis-à-vis de l'évolution des convictions personnelles de ces jeunes Juifs après le conflit, que le cas de ceux convertis au catholicisme.

Le deuxième chapitre, consacré aux religieuses, aurait pu être le plus novateur, puisque le sauvetage des enfants juifs a jusqu'à présent été peu traité selon cet angle de vue. Le résultat est cependant relativement décevant. En effet, l'auteur éprouve des difficultés à tirer des enseignements vraiment significatifs des témoignages des huit religieuses et du seul prêtre qu'elle a pu récolter. Il n'y a rien d'étonnant à cela : aujourd'hui très âgées, ces quelques religieuses ont sans doute oublié grand nombre d'éléments liés à cette période lointaine de leur vie; en

outre, pour la plupart, elles n'occupaient alors qu'un rôle subalterne dans leur institution; enfin et peut-être surtout, leur sens de la discipline et de l'obéissance leur fait généralement adopter un discours stéréotypé et défensif sur les questions délicates. Il est en tout cas remarquable de constater que le témoignage le plus riche provient d'une sœur qui a quitté le monde ecclésiastique depuis 1960.

L'auteur tente de compenser ces lacunes par un recours relativement fréquent aux études sur le sujet, mais il est dommage qu'elle ne s'attarde pas un peu plus sur la place de l'Église catholique en Belgique dans la première moitié du XX^e siècle et surtout sur le rôle et le fonctionnement des institutions religieuses féminines dans le pays à la même époque. On s'étonnera enfin qu'elle ne fasse nulle part allusion à plusieurs mémoires de licence en histoire portant essentiellement sur l'aide portée par des membres du clergé catholique à des Juifs¹³.

L'idée de vouer le troisième chapitre à l'aide organisée aux enfants Juifs et, surtout, aux accompagnatrices de la Résistance n'est pas en soi mauvaise. Mais on peut se demander pourquoi l'évocation des structures destinées à la lutte contre l'occupant, en particulier celles liées au sauvetage des Juifs, a lieu si tard. D'autre part, que vient faire dans l'ouvrage le témoignage de Paule Renard, qui à aucun

13 En particulier MIEK INGHELRAM, *Joodse kinderen opgevangen in een katholiek milieu tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Louvain, mém. lic. KUL, 1992; GENEVIEVE THYANGE, *L'abbé Joseph André (1908-1973) : du sauvetage des Juifs à l'aide aux détenus*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. UCL, 1995; et surtout FLORENCE MATTEAZZI, *L'attitude du clergé face à la Shoah dans le diocèse de Liège (1940-1945)*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. UCL, 1996.

moment ne se rapporte au placement d'enfants dans des couvents ? C'est bien le cas pour l'autre guide interrogée, Andrée Geulen, dont l'expérience est relativement bien connue en Belgique.

Le dernier chapitre, consacré à la mémoire et à la commémoration, est à nos yeux le plus neuf et le plus stimulant. Ainsi, dans un premier paragraphe traitant de l'émergence du concept d'enfant caché, l'auteur développe avec beaucoup d'à-propos la notion de mémoire collective. On peut d'ailleurs regretter qu'elle n'en ait pas fait plus directement usage dans l'analyse de ses témoignages. Intéressante aussi est l'évocation, dans le deuxième paragraphe, du processus d'institutionnalisation de la mémoire du martyr et du sauvetage des Juifs généré par la création de Yad Vashem. Y occupe notamment une place importante la figure du Juste parmi les Nations, qui provoque la stimulation d'une mémoire collective destinée à mettre en exergue les actes de bravoure de ceux qui vinrent en aide aux Juifs et permet ainsi de les sortir de l'oubli. Des prêtres, puis surtout après la mise en place des associations d'enfants cachés à partir de 1991, des religieuses, dont on retrouve la précieuse liste en annexe, sont placés au cœur de cette dynamique de reconnaissance.

Après un rapide détour sur la position de l'Église catholique belge vis-à-vis du drame juif pendant la guerre, thème qu'elle aurait pu et sans doute dû développer auparavant, Suzanne Vromen se pose l'intéressante question du pourquoi de l'absence de commémoration, par ces mêmes autorités ecclésiastiques dans l'immédiat après-guerre, des actes de bravoure vis-à-vis

des Juifs des prêtres, religieuses et religieux. Pour y répondre, elle avance judicieusement plusieurs facteurs : volonté de la hiérarchie d'éviter de mettre le doigt sur les manquements de certaines parties de l'Église (celle du nord du pays, le haut-clergé) par la mise en valeur d'autres (les ecclésiastiques du sud du pays, le bas-clergé); en ce temps de Guerre froide, caractère central de l'anticommunisme; silence en conformité avec l'attitude générale envers les victimes juives et la volonté de refoulement du drame par la mémoire juive; culture de l'humilité des prêtres, religieux et religieuses; malaise lié à l'attention plus grande accordée sous l'Occupation aux Juifs belges qu'à ceux de nationalité étrangère; enfin, tensions contemporaines avec le monde juif à propos du sort des enfants orphelins convertis au catholicisme. Mais seul le dernier point, déjà évoqué précédemment dans le livre, est vraiment étayé, et ce à partir surtout de quelques études réalisées sur le sujet.

Les réflexions empruntées à la sociologie et à la psychologie sociale développées dans l'épilogue ne peuvent qu'attiser chez le lecteur le regret d'un sous-emploi du bagage conceptuel de l'auteur dans l'élaboration de l'étude. Cette remarque finale rejoint l'impression générale d'une recherche qui malgré l'intérêt du thème et la bonne volonté de l'auteur ne parvient pas à tenir toutes ses promesses. C'est comme si à force d'hésiter entre sa formation de sociologue et son désir de faire œuvre d'historienne, entre sa volonté de distance critique et son souhait de rester proche des acteurs du drame, Suzanne Vromen ne parvenait pas vraiment à trancher. Le résultat, à mi-chemin entre

recueil de témoignages et analyse historique, ne pouvait dès lors qu'être relativement insatisfaisant.

Ce sentiment mitigé vaut, il est vrai, surtout pour le public belge, qui peut déjà s'appuyer sur un nombre relativement élevé d'études en français et en néerlandais consacrées à l'aide aux Juifs sous l'Occupation. Le livre sera par contre sans doute nettement plus apprécié dans le monde anglo-saxon qui ne dispose que de peu d'études en anglais sur la question. Il permet en effet de faire comprendre à ce vaste public le drame de ces enfants cachés et de lui révéler l'aide apportée aux Juifs par la société belge, en particulier par un de ses piliers sur le plan moral, l'Église catholique. Ne fût-ce qu'à ce titre, l'ouvrage de Suzanne Vromen est donc précieux.

Fabrice Maerten

III. Koloniale geschiedenis / Histoire coloniale

JAN BRIFFAERTS

«Als Kongo op de schoolbank wil'. De onderwijspraktijk in het lager onderwijs in Belgisch Congo (1925-1960)»

Leuven, Acco Uitgeverij, 2007, 340 p.

L'auteur de cet ouvrage n'est pas un nouveau venu dans le monde de la recherche consacrée à l'éducation et à l'enseignement en contexte colonial. Jan Briffaerts a en effet participé à plusieurs projets touchant à ces thématiques à la VUB et à la KUL. Il fut membre de l'équipe de Marc Depaep, historien de l'éducation et de l'enseignement bien connu, pour

le projet "Indigénisme et colonialisme dans l'enseignement primaire au Congo belge" à la KUL. Il a publié plusieurs articles et contributions dans des revues et ouvrages collectifs, dont les *Manuels et chansons scolaires au Congo belge* (avec Depaep, Masandi et Vinck). Briffaerts est rattaché au Centre pour l'histoire de l'éducation depuis 2001 et a soutenu sa thèse de doctorat en sciences pédagogiques à la KU Leuven en 2005. 'Als Kongo op de schoolbank wil' en est la publication.

L'auteur constate que l'ampleur du réseau scolaire établi au Congo belge durant la période coloniale fut souvent un sujet de fierté pour les autorités belges, qui soulignaient de la sorte la qualité de leur gestion coloniale et le bien-être qu'elle apportait aux Congolais. Selon le discours officiel (souvent repris par les milieux missionnaires), la majorité des Congolais avait accès au réseau scolaire primaire, réputé très étendu. Briffaerts questionne cette assertion et cherche à l'éprouver au niveau local : l'offre scolaire était-elle effectivement très large ? Pourquoi restait-elle aussi basique ? Comment fonctionnait concrètement le système scolaire ?

Afin de répondre à ces interrogations, Briffaerts a choisi d'étudier la pratique quotidienne dans les écoles primaires, et de réaliser une 'micro-histoire' du local de classe en milieu colonial. Il a pris comme champ d'observation les écoles dépendant des missionnaires du Sacré-Cœur dans la province de l'Équateur entre 1925 et 1960. À l'intérieur de frontières clairement définies, il scrute étape par étape l'enseignement au niveau de la classe. En s'appuyant sur l'analyse minutieuse de la

culture matérielle, du climat pédagogique, des matières scolaires et des pratiques pédagogiques, il tente de mesurer la part liée à la “*grammar of schooling*” conceptualisée par Tyack et Tobin (c’est-à-dire les règles et les structures régulières qui organisent le travail d’instruction) importée d’Europe, et celle induite des possibilités limitées dues au contexte colonial¹⁴. Il se penche donc sur la marge d’autonomie qui se développe ou non à l’intérieur des structures du colonialisme, via l’enseignement et l’éducation, ainsi que sur leurs effets à court et plus long terme.

Pour réaliser son étude, Briffaerts s’est basé prioritairement sur un corpus missionnaire, tant en Belgique (archives des missionnaires du Sacré-Cœur à Borgerhout, archives des frères des Écoles chrétiennes, archives des lazaristes, revues missionnaires) qu’au Congo (archives et documents des missionnaires du Sacré-Cœur conservés au centre Aequatoria de Mbandaka). Il a également utilisé les archives de l’État colonial conservées à Bruxelles, ainsi que des publications officielles ou semi-officielles. Enfin, il a eu abondamment recours à la revue des premiers “évolués”, *La Voix du Congolais*, et a réalisé quelques interviews d’anciens élèves de ces écoles. Il s’agit donc d’une solide base documentaire, qui ne comprend cependant pas de sources produites par les sociétés missionnaires féminines (à l’exception d’une revue). La problématique de genre y est néanmoins abordée, mais par le prisme masculin. Or

à de nombreuses reprises, l’étude parle de la pratique scolaire dans les écoles des religieuses. On aurait aimé disposer de leur point de vue. Certains chapitres sont complétés par des annexes constituées de documents d’époque (par exemple des programmes scolaires). Le texte s’appuie sur de nombreuses citations qui illustrent le propos.

La première partie de l’ouvrage, baptisée “*Contexten*”, est une excellente introduction décrivant le contexte scolaire colonial et le profil des missionnaires à l’œuvre dans le champ de recherche. Un chapitre présente de manière claire et structurée l’organisation de l’enseignement au Congo depuis la convention liant le Saint-Siège et l’État indépendant du Congo en 1906 jusqu’à la fin de la colonisation, en passant par les grandes étapes des divers programmes scolaires de 1922, 1929, 1938, 1948 et 1952. Il aborde de nombreuses questions, touchant tant à l’impact au Congo des changements politiques et des conflits en métropole (par exemple la Guerre scolaire) qu’aux évolutions et choix stratégiques en Afrique. Il évoque notamment la place fluctuante occupée par les missions dans l’enseignement colonial au gré des programmes officiels et des monopoles ou concurrences scolaires, les subventions et les inspections, le poids respectif de l’enseignement pour filles et garçons, l’importance du travail manuel dans la formation des Congolais, ou encore les variations entre les écoles rurales et urbaines. Il remet en perspective les tensions et les arbitrages opérés autour

14 DAVID TYACK et WILLIAM TOBIN, “The ‘grammar’ of schooling. Why has it been so hard to change?”, in *American Educational Research Journal*, 1993 (31^e année) n° 3, p. 453-479.

de la question de l'adaptation ou de l'assimilation, notamment au travers de l'enseignement des langues locales et du français, ou encore les choix opérés entre éducation de masse et spécialisation des formations.

Le second chapitre, consacré aux missionnaires catholiques actifs dans la région choisie, met l'accent sur un groupe parmi d'autres, à savoir les missionnaires du Sacré-Cœur. L'auteur passe en revue leur formation spirituelle et intellectuelle, formation qu'il décrit comme marquée par un mélange de catholicisme conservateur et de nationalisme flamand. Mais il s'attarde surtout sur leur vision du monde et leurs représentations mentales à propos des autres confessions religieuses, des populations congolaises, ou encore du rôle qu'ils estimaient devoir jouer tant comme défenseurs des droits des autochtones que comme serviteurs sacramentels ou comme éducateurs. Briffaerts évoque également l'influence de certaines figures de proue (tels Gustaaf Hulstaert ou Edmond Boelaert) dans les rapports de force entre le gouvernement colonial et les sociétés missionnaires, y compris sur le plan linguistique. Il décrit aussi la vision que ces missionnaires avaient de l'enseignement et de l'éducation : celle-ci véhiculait une pédagogie normative et une conception traditionnelle du monde. À ce mélange de paternalisme et de tradition, les missionnaires du Sacré-Cœur ajoutaient un net parti pris indigéniste. Pour Hulstaert comme pour ses confrères, il était essentiel de préserver

les traditions et habitudes locales et de maintenir les élèves congolais dans cet esprit. Son confrère Vinck rapporte d'ailleurs qu'Hulstaert enseignait aux écoliers à travers un de ses manuels scolaires que le lomongo était une des plus belles langues du monde, et proclamait que l'idéal chrétien et le combat culturel formaient un tout¹⁵. Briffaerts montre plus loin qu'en cela, les missionnaires du Sacré-Cœur ne faisaient pas l'unanimité, d'autres sociétés religieuses optant pour des politiques différentes.

Le corps de l'ouvrage, intitulé "*Realiteiten*", scrute le développement du réseau colonial d'enseignement des missionnaires du Sacré-Cœur selon quatre axes : environnement matériel, climat pédagogique, contenu des cours et pratiques éducatives. Se penchant sur le cadre matériel, l'auteur montre que la chronologie et la logique des implantations de bâtiments scolaires laissent apparaître une idéologie sous-jacente : les missionnaires du Sacré-Cœur cherchaient à maintenir les enfants congolais dans leur milieu d'origine. Par ailleurs, en poussant les religieuses à donner la priorité aux ouvriers par rapport aux écoles pour filles, ils révélaient leur conception de la place des femmes dans la société locale. Enfin, l'aménagement spatial était ancré sur une ségrégation raciale. Dans son optique de micro-histoire, Briffaerts confronte plusieurs situations matérielles, notamment une école en lien avec une entreprise privée (les huileries du Congo belge), et une autre ciblant les populations nomades de la forêt

¹⁵ HONORÉ VINCK, "Pour un programme de renouveau de l'étude et de la connaissance pratique du lomongo" (site de la revue *Aequatoria*, Mbandaka, RDC).

(le bâtiment scolaire devenant un outil de sédentarisation des Pygmées). Ce faisant, il illustre la diversité des expériences scolaires dans la région.

L'auteur analyse ensuite le climat pédagogique du réseau des missionnaires du Sacré-Coeur. Il scrute d'abord les relations entre enseignement et évangélisation et souligne le rôle de cette société missionnaire dans la lutte contre ce qu'on appelait à l'époque la 'détribalisation'. Hulstaert était aux premières loges, et attribuait ce phénomène de distanciation des élites envers le milieu dit 'traditionnel' à l'enseignement de la langue française. Sa vision antimoderne s'ancrait résolument dans une approche indigéniste, rejetant l'apport occidental, qu'il différenciait de l'apport chrétien. Dans cette même logique, Hulstaert et ses confrères manifestaient une aversion pour la vie urbaine et son influence sur les Congolais. Ils avaient pour antienne les mots tradition, ordre, discipline, mixant des éléments de leur bagage culturel de catholiques conservateurs flamands à une vision idéalisée et reconstruite des traditions congolaises.

Briffaert aborde également la question de la liberté scolaire. Il observe les réactions des missionnaires face à l'influence de la vie quotidienne sur l'absentéisme ou la fréquentation de leurs écoles par les enfants congolais. En corollaire, il repère les techniques employées par la société religieuse pour attirer la clientèle scolaire dans ses écoles et pour la fidéliser (notamment dans le but de maintenir les enfants au village et de les détourner de la ville). Briffaerts relève des positionnements très différents entre les missionnaires du Sacré-Coeur et les frères des Écoles

chrétiennes. Les premiers cherchent à tout prix à éviter l'exode rural, dressant de nombreuses barrières administratives devant les élèves qui souhaitaient rejoindre les écoles urbaines, dont l'enseignement était souvent plus poussé, et dispensé en français. Les seconds sont considérés comme plus 'francisants'.

Un troisième volet de ce climat pédagogique concerne la sélection, la formation et l'encadrement des moniteurs africains, qui avaient concrètement la charge de la plus grande partie des classes des missionnaires du Sacré-Coeur. Ces derniers empêchaient les instituteurs africains de s'installer en ville : une fois leur formation terminée, ils exigeaient leur retour dans les villages, les récalcitrants étant réexpédiés *manu militari*. Briffaerts consacre des pages intéressantes à ces enseignants africains, dont il examine la position subordonnée, les contrats de travail et les salaires. Enfin, le dernier point envisagé dans ce climat pédagogique concerne la vision du monde des missionnaires de cette région (vision des Congolais, des femmes, euro-péocentrisme, paternalisme...).

Après avoir mis en perspective le cadre matériel et le climat pédagogique à l'œuvre chez les missionnaires du Sacré-Coeur, l'auteur se concentre sur les cours et leurs objectifs, en comparant les programmes belges et congolais. Si, de manière générale, il observe un mimétisme certain, quoique simplifié, dans l'enseignement en Afrique, il remarque cependant que l'accent est fortement mis sur le travail manuel et sur la religion. En outre, dans le domaine de l'histoire ou de la géographie, il relève un accent local ou presque exclusivement tourné vers la métropole, à l'exclusion

des autres régions du monde. Il se base entre autres sur les idées pédagogiques d'Hulstaert, qui a fortement marqué l'enseignement de sa congrégation en Équateur. Briffaerts apporte un éclairage neuf en soulignant l'influence d'Alma Hosten (en religion sœur Madga) sur les théories et applications pédagogiques d'Hulstaert. Il évoque également les tensions entre acteurs missionnaires d'obédiences diverses autour de l'enseignement du français. Hosten et Hulstaert étaient opposés à l'enseignement de cette langue, supposée éloigner les élèves de leur culture et de leur milieu. Ils ont promu le lomongo, dans la logique d'un enseignement en langue locale, épousant une position identique à celle des nationalistes en Flandre. Les autorités coloniales se plaignaient d'ailleurs de leur agressivité dans ce domaine. Les populations congolaises se montraient également opposées à cette position indigéniste, le français étant à leurs yeux une langue de promotion sociale.

Le dernier chapitre de la deuxième partie aborde successivement les questions de discipline, de rythme quotidien, de méthode de transmission de la matière et de déroulement de la leçon en termes de contenus. Il relève le recours aux peines corporelles ou de travail, les journées scolaires menées au pas militaire, l'encouragement des automatismes, avec un enseignement basé sur la répétition, mais aussi rendu vivant par des exemples concrets, l'adoption de méthodes modernes (telle la méthode globale) et l'utilisation de matériel visuel. Un regret : les informations sont rarement datées dans cette partie, ce qui permet difficilement de déceler les éventuelles évolutions.

Après avoir abordé l'enseignement des missionnaires du Sacré-Cœur du point de vue des Européens, Briffaerts envisage dans une dernière partie intitulée "Effecten" les réactions à court et long terme des Congolais, notamment dans les souvenirs d'anciens élèves. Il se penche longuement sur la question des "évolués", scrute le regard que ces derniers portaient sur l'enseignement qui leur était dispensé, entre autres à propos des langues employées. Il analyse la *Voix du Congolais*, ainsi que les contributions des "évolués" sur l'enseignement colonial. Ces derniers, très imprégnés de l'idéologie des missionnaires occidentaux, ne remettaient guère en question les méthodes et les contenus pédagogiques. Par contre, ils contestaient les choix linguistiques et les restrictions d'accès aux écoles plus poussées qui existaient dans les centres urbains. Ils reprochaient essentiellement le fait que l'offre scolaire était inégalement répartie d'un point de vue géographique (en raison du choix des missionnaires du Sacré-Cœur qui limitaient volontairement le nombre de places en ville), le choix du lomongo plutôt que du français ou du lingala, ainsi que la politique de refoulement hors des grands centres.

En ce qui concerne l'impact à plus long terme de cette politique scolaire, l'auteur se base sur quelques interviews faisant resurgir des souvenirs de scolarité. Trois Congolais lui ont partagé leur passé scolaire en Équateur (l'un a fait ses primaires chez les sœurs de Beveren; le second a poursuivi ses études chez les frères des Écoles chrétiennes, a enseigné quelque temps, puis a changé d'orientation; le troisième a fait l'École normale et a été enseignant jusqu'après l'Indépendance). Briffaerts

a encore exploité des informations véhiculées sur le net. On aurait aimé en savoir un peu plus sur cette démarche encore peu utilisée par les historiens : constitution de ses échantillons, date de ces contributions virtuelles, identité des auteurs, etc. Bref, comprendre de quelle manière il a appliqué les lois de la critique historique à un nouveau média qui transmet parfois des informations originales et uniques (souvenirs, etc.).

Dans sa conclusion, l'auteur insiste sur deux éléments essentiels relevés dans son étude. D'abord, l'importance accordée aux discussions entre adaptationnistes et assimilationnistes est ramenée à une plus juste proportion quand on étudie la pratique à un niveau local : il s'agit de discussions formelles, car dans les deux cas, leur cadre est essentiellement occidental. Ensuite, les différences entre théorie et pratique sont énormes sur le terrain : les innovations sont fortement freinées par la résistance de la pratique pédagogique aux changements (on en revient à la "*grammar of schooling*" de Tobin et Tyack).

Pour conclure, l'étude de Briffaerts s'inscrit dans un courant historiographique de l'histoire de l'enseignement colonial et de ce qu'il révèle de la colonisation 'à la belge'. Il ne s'agit pas ici d'une synthèse généraliste, mais de l'étude approfondie et mûrement réfléchie d'une pratique pédagogique quotidienne dans un espace restreint, donnant un éclairage pertinent sur un des pans essentiels de la colonisation belge. Néanmoins, il est un peu dommage que l'auteur n'ait pas davantage tenté de resituer cette micro-histoire dans des enjeux de macro-histoire : Briffaerts fait

peu de liens avec le projet global de l'État colonial et avec son implication au niveau local (ne fût-ce que pour signaler qu'il ne s'impliquait guère, le cas échéant). Le lecteur reste également sur sa faim en termes de comparaisons : les autres espaces colonisés ne sont guère évoqués, pas plus que le monde protestant de la région. On ignore par exemple si les sociétés protestantes avaient adopté le même parti pris pour le lomongo, ou avaient opté pour un réalisme colonial en phase avec les autorités coloniales en recourant au lingala, voire au français. Enfin, on peut se demander si l'ouvrage traite effectivement comme annoncé dans l'introduction de la pratique au jour le jour de l'enseignement primaire. Voit-on vraiment la pratique quotidienne dans la classe ? Le choix de traiter dans deux parties distinctes d'une part la pratique des missionnaires (*Realiteiten*) et de l'autre le vécu des élèves (*Effecten*) permet difficilement de discerner les interactions entre ces deux groupes d'acteurs. On perçoit également peu l'attitude et les attentes ou réactions des parents et des autorités locales africaines. Pourtant, l'enseignement diffusé au niveau local s'inscrivait dans un paysage social, économique, politique et culturel qui interagissait certainement avec ce qui se passait dans le local de classe. Malgré ces quelques bémols, il n'en reste pas moins que cette étude fouillée et bien étayée sur le plan conceptuel apporte un éclairage déterminant sur la pratique scolaire au Congo belge, et est un modèle du genre dans le domaine de la micro-histoire.

Anne Cornet

V. Culturele geschiedenis / Histoire culturelle

MARNIX BEYEN, LUC ROMBOUTS EN STAF VOS (RED.)

«De beiaard. Een politieke geschiedenis»

Leuven, UP, 2009, 254 p.

In de geschiedschrijving van ons land was de beiaard zelden onderwerp van reflectie. Daarin is met de publicatie van deze bundel *De beiaard. Een politieke geschiedenis* verandering gekomen. Een keur van Leuvense historici heeft dit onderwerp voorgoed op de historische kaart gezet. Klinkende namen als Marnix Beyen of Tom Verschaffel, naast jonge historici als Staf Vos, Rajesh Heynickx en Liesbeth Nys, heeft er hun schouders onder gezet.

De beiaard viert dit jaar trouwens zijn vijfhonderdste verjaardag. Eeuwenlang was de beiaard typerend voor de Lage Landen, het auditieve handelsmerk van de Nederlanden. Resonant, de vereniging voor Vlaams muzikaal erfgoed, coördineert allerlei projecten om dit te vieren. Op de jaarlijkse feestdag “Klara in het Paleis” van de klassieke radiozender Klara op 16 januari in de Brusselse Bozar, werd de beiaard van de Sint-Michiels en Sinte-Goedelekathedraal ingezet als buitenpost. Niet alleen transcripties van pianomuziek van Schumann, ook melodieën van de jarige jazzlegende Django Reinhardt klonken vanuit de toren. Een boek als dit kon op geen beter moment verschijnen.

Vooreerst behoeft de ondertitel verduidelijking. Hoezo een *politieke* geschiedenis van de beiaard? Het adjectief ‘politieke’ is niet letterlijk te nemen, het gaat niet

zoeer om maatregelen van de overheid met betrekking tot de beiaard, niet om politieke voorkeuren van beiaardiers etc. De beiaard wordt wel neergezet als een politiek instrument, en dat in de meest brede zin van het woord. Daarmee willen de auteurs de betekenissen onderzoeken die stedelijke samenlevingen aan klokken en beiaarden sinds de middeleeuwen hebben gehecht. Die betekenissen zijn niet alleen politiek, sociaal, of religieus, verscheidene auteurs graven zo diep in hun thema dat ze uitkomen bij rituele functies, mythische klanken en magische krachten van het klokkengelui.

Mechelen als hedendaags internationaal centrum van de beiaardcultuur, en de Sint-Romboutstoren in het bijzonder, spelen een hoofdrol in het boek. In de twintigste eeuw heeft de roem van de Mechelse beiaardschool zich immers tot ver over onze grenzen verspreid, tot in de Verenigde Staten en later ook in Japan (zie de bijdrage van Mark Derez). In het Russisch heet beiaard trouwens *malinovji zvon*, letterlijk vertaald Mechels klokkengelui. De aanzet van die uitstraling werd gedaan door Jef Denyn, de grote voortrekker en innovator van het beiaardspel. Aan die figuur wordt door Liesbeth Nys een volledig hoofdstuk gewijd. Denyn lag aan de basis van een meer verfijnde, virtuoze vorm van beiaardspel, waardoor het als zelfstandig instrument kon worden beluisterd. Vanaf einde negentiende eeuw groeiden de maandagavonden in Mechelen dan ook uit tot een sociaal evenement dat luisteraars bijeenbracht onder de Sint-Romboutstoren. Op de kaft is die toren trouwens afgebeeld in een fraaie suggestieve pentekening van Alfred Ost, de kunstenaar die zich danig

liet inspireren door de beiaard en waaraan een hoofdstuk in het boek is gewijd (zie de bijdrage van Geert Draye).

Anders dan zijn naam doet vermoeden is Luc Rombouts geen beiaardier van Mechelen, maar wel van Tienen. Tevens mag hij zich universiteitsbeiaardier van Leuven noemen. Als beiaardier en publicist over beiaard- en klokkengeschiedenis is hij de drijvende kracht achter deze publicatie geweest. De klanken van zijn Leuvense universiteitsbeiaard hebben dan ook de auteurs in de vlakbij gelegen letterenfaculteit vaak geïnspireerd bij het schrijven van hun bijdragen voor dit boek. Rombouts schreef twee bijdragen in het boek. Het deeltje *De mythische klank van de klok* uit de inleiding is een welhaast fenomenologische bespiegeling op wat klokkengelui met ons doet. Vele eeuwen hielden klokken de samenleving trouwens in de pas. Door het aangeven van de tijd en vele andere functies werd de mens door de klokken geconditioneerd. Niet alleen in de Westerse, maar in quasi alle culturen hebben klokken dan ook een magische functie, zo besluit Rombouts.

De mate waarin allerlei politieke en ideologische stromingen in de laatste eeuwen de klokken en beiaardklanken in ons land voor hun kar hebben gespannen, is een rode draad doorheen een merendeel van de bijdragen. Daarbij moet niet alleen worden gedacht aan katholieke politici, die inspeelden op de associatie van klokken met kerken om het klokkengelui als een oproep tot de stedelingen te zien, om zich lid te voelen van de katholieke geloofsgemeenschap en zich bewust te zijn van de politieke consequenties daarvan. De klok van de beiaard stond voor anderen

ook voor de vrijheden, die steden al sinds de middeleeuwen hadden kunnen afdwingen. Klokken en beiaarden hingen trouwens niet alleen in kerken, ze zijn zelfs nog kenmerkender voor belforten, de versteende uitdrukking van de stedelijke fierheid en onafhankelijkheidsdrang in de Lage Landen.

De symboolfuncties die aan de beiaard werden gehecht, zijn in België complexer dan in Nederland. Wordt de beiaard in Nederland eenduidig als typisch vaderlands erfgoed gezien, in Vlaanderen / België is betekenis en identiteit, door de beiaard uitgedrukt, een meerduidig proces. Van eenzelfde beiaard konden de klokken zowel een Vlaamse als een Belgische identiteit uitdrukken. Vlaamse voormannen gebruikten het symbool Klokke Roeland om hun onafhankelijkheidsdrang kracht bij te zetten. Anderzijds steunde het Belgische vorstenhuis de beiaardbeweging als uiting van nationale eenheid, zoals Gustaaf Janssens in zijn bijdrage schrijft. Die ambiguïteit is te verklaren door de semantische leegheid van het klokkengelui. Hebben de klokken een sterk mobiliserende kracht, men kan ze voor alle ideeën of ideologieën inzetten.

De kwaliteit van dit boek ligt bovendien in het feit dat het meer biedt dan wat we een receptiegeschiedenis van de beiaard zouden kunnen noemen. De meeste auteurs zijn erin geslaagd om een soort geschiedschrijving te plegen die grenzen verlegt. Door zich te richten op het specifieke fenomeen van de beiaard hebben ze zich aan een boeiend experiment gewaagd. Klokkengelui is trouwens niet iets tastbaars, niet een duidelijk te omschrijven object van geschiedschrijving.

Geluiden, stemmingen, atmosferen zijn in de historiografie doorgaans veel moeilijker te omschrijven dan afgeleide objecten zoals historische personen, politieke partijen, overheidsbesluiten of verkoopcijfers. Er wordt van de historicus een bijzonder inlevingsvermogen gevraagd om de geschiedenis van een auditief fenomeen zoals het geluid van de beiaard te onderzoeken. Daar zijn de auteurs van dit boek wonderwel in geslaagd.

Willem Erauw

LUKAS DE VOS, YVES T'SJOEN EN LUDO STYNEN (RED.)
«Verbrande Schrijvers. 'Culturele' collaboratie in
Vlaanderen, 1933-1953»
Gent, Academia Press, 2009, 207 p.

Aan de hand van de portretten van acht Vlaamse schrijvers die tijdens de tweede wereldoorlog actief waren, wil dit boek een beeld schetsen van de culturele collaboratie in Vlaanderen. Er werd uitdrukkelijk gekozen om niet de grote namen naar voren te brengen, maar om schrijvers “uit de marge van de literatuurgeschiedenis” voor het voetlicht te plaatsen. Volgens de achterflap worden “niet zozeer het schrijverschap of de literaire productie (1933-1953), maar ook en vooral de ideeënstrijd en het aandeel in de ‘culturele collaboratie’ in Vlaanderen uitvoerig belicht”. In de eerste bijdrage, die een theoretisch *framework* aanreikt, wordt echter al meteen duidelijk dat die term “collaboratie” niet zo eenduidig en voor de hand liggend is als men zou denken.

In die bijdrage stelt Marnix Beyen een theoretisch model voor om de houding

van culturele “collaborateurs” te definiëren. Hij vertrekt vanuit de c-curve van de Zuid-Afrikaanse historicus Jonathan Judaken. Op deze curve zijn elf mogelijke posities uitgezet – allen beginnende met een ‘c’ – die een schrijver tijdens de oorlog kon innemen. Deze posities gaan van *commitment* en *connivance* over *compromise* tot het zeer actieve *collaborationism*. Aan de hand van voorbeelden uit de Vlaamse literatuur, laat Beyen echter zien dat deze indeling nog niet fijnmazig genoeg is. Daarom stelt hij twee oplossingen voor om de schaal van Judaken te verfijnen. Enerzijds moet de onderzoeker de schrijver ontleden in de verschillende rollen die hij opneemt tijdens de bezetting: als literator, politiek geëngageerde, enz. Als tweede conceptuele vernieuwing stelt Beyen voor om culturele praktijken als onderhandelingen te beschouwen: de schrijver is niet alleen in onderhandeling met een mogelijk publiek en met cultuurverspreiders (zoals tijdschriften, uitgevers, enz.) maar ook met de politieke (bezettende) overheid. De onderzoeker moet zich de vraag stellen hoe en in welke mate deze actoren hun culturele praktijken aanpasten aan de veranderende politieke context van de bezetting.

Het model dat Marnix Beyen in deze bijdrage uittekent, zou een handig instrument kunnen zijn om de *case studies* van de verschillende schrijvers te interpreteren. De eigenheid en complexiteit van elke schrijver worden op deze manier bewaard, maar tegelijkertijd wordt een breder interpretatiekader aangeleverd waardoor elke schrijver een plaats krijgt in een groter geheel, dat de culturele collaboratie bevattelijker zou kunnen maken. Spijtig

genoeg gebruiken de andere auteurs dit model amper als conceptueel raamwerk voor hun bijdragen en staan zij bovendien niet stil bij de nuancering van de term “collaboratie”. Dit is waarschijnlijk te wijten aan de praktische totstandkoming van een bundel als deze, maar dat mag eigenlijk geen excuus zijn. Het *framework* van Beyen blijft hierdoor een interessante en sterke theoretische oefening, maar vindt geen weerklank in het concrete onderzoek.

Hoewel sommige bijdragen interessanter zijn dan andere, missen de meeste een duidelijke contextualisering. Als literatuurwetenschappelijke artikels mogen ze misschien een interessant licht werpen op bepaalde schrijvers, voor een historicus blijven deze schetsen te veel hangen bij de schrijver en/of zijn werk om een historische kijk te bieden op het fenomeen van culturele collaboratie. In de eerste bijdrage, een portret van Ernest Claes, vertrekt Sjoerd van Faassen van een brief waarin Claes zich tegenover zijn Nederlandse uitgever probeert te zuiveren van elke blaam. Het repressiedossier zag er echter anders uit. Hoewel Claes niet werd veroordeeld, laten de gegevens in het procesdossier en ook andere bronnen zien dat hetgeen Claes in zijn brief schrijft makkelijk te weerleggen is. Uitspraak na uitspraak toont van Faassen aan dat de beweringen van Claes als zou hij “bij geen enkele partij of beweging aangesloten” (p. 46) geweest zijn of “van den ganschen oorlog geen enkel boek hebben uitgegeven” (p. 48) niet met de werkelijkheid overeenstemmen. Dit geeft wel een beeld van wat Claes tijdens de oorlog heeft gedaan, maar de ideologische evolutie van Claes (zowel als

persoon als in zijn literair werk) wordt niet onderzocht. Hierdoor lijkt deze bijdrage eerder een welles-nietesspelletje tussen Claes en van Faassen. De verschillende rollen uit het model van Marnix Beyen zouden hier goed van pas komen om een genuanceerder beeld van Claes op te hangen. Maar wat een historisch geschoolde lezer vooral stoort is het gebrek aan contextualisering: van Faassen houdt geen rekening met de dynamiek van de naoorlogse periode. De collaboratie kan niet zomaar *hineininterpreteert* worden vanuit de repressie. De bijdrage mist een kritische kijk op die naoorlogse periode. Zo lijkt van Faassen de beschuldiging als zou “Claes ‘met opzet’ de plannen van de vijand hebben gediend” (p. 45) wat overdreven te vinden (getuige de aanhalingstekens). Die formulering heeft echter niets te maken met wat de krijgsauditeur vond, maar is de wettelijke formulering van de strafwet die gebruikt wordt om iemand te veroordelen voor collaboratie. Ook het gebruik van Nederlandse woorden in een Belgische context (cf. bijltsjesdag, p. 44) versterkt het gevoel van anachronisme.

In een tweede portret bekijkt Els Van Damme de gedichten van Wies Moens na zijn breuk met het Verdinaso in 1934 en uit de periode van de tweede wereldoorlog. Zij belicht zijn bekommernis om het “Dietsche volk” in drie dichtbundels: *Golfslag* (1935), *Het Vierkant* (1938) en *Het Spoor* (1944). Aan de hand van deze bundels geeft Van Damme de ideologische evolutie van Moens weer: zijn geloof in volksverbondenheid en de “Dietsche volksziel”, zijn ideologische ontgoocheling en verbittering, zijn hardnekkig volhouden en uiteindelijk zijn ideologisch isolement. Van Damme begint met een schets van

Moens als politiek geëngageerde, maar verlegt de aandacht dan volledig naar zijn gedichten. Ze is zich terdege bewust van de verschillende rollen die Moens speelde (cf. “Als redenaar, essayist en directeur van Zender Brussel had Moens natuurlijk al veel vroeger kleur bekend, maar als dichter positioneerde hij zich met dit memoriam voor het eerst uitdrukkelijk in het collaborerende kamp”, p.89), maar ze heeft weinig oog voor de wisselwerking tussen die rollen. Na de korte levensschets wordt de inhoud en toon van de gedichten nog weinig gekoppeld aan de andere rollen die Moens opnam. Daarnaast mis ik, als historica, opnieuw een bredere contextualisering van Moens. Nergens worden zijn taalgebruik of zijn thema’s gekaderd in de tijd of in een bepaalde literaire traditie. Hierdoor worden Moens en zijn gedichten bijna als een eilandje gepresenteerd.

Ook het derde portret mist een duidelijke contextualisering. Eveline Vanfraussen onderzoekt in haar bijdrage op welke manier Fernand Vercnocke de figuren van dichter en staatshoofd opvoert in de essayistische inleiding van zijn bundel *Heervvaart*, in het epische gedicht *Koning Skjold* en in het gedicht *Aan Adolf Hitler*. Net als Van Damme focust Vanfraussen zich bijna uitsluitend op de analyse van de teksten van Vercnocke en brengt ze dit nergens in verband met zijn persoon of de ontstaanscontext van de gedichten. Vooral het laatste gedicht *Aan Adolf Hitler* bewijst dat Vercnocke nazistische sympathieën had, maar hierop wordt niet verder ingegaan. Hitler wordt louter behandeld als het personage van een gedicht, zonder dat Vanfraussen een link legt met de historische figuur of de bredere beeldvorming rond Adolf Hitler.

Wat betekent Vercnockes beeldspraak? Waar plaatst dit Vercnocke in het bredere literaire veld of in de collaboratie? Zegt zijn werk iets over zijn persoonlijkheid, zijn ideologie? Knoopt wat hij schrijft aan bij wat hij doet? Verenigt hij met andere woorden verschillende rollen of heeft hij verschillende gezichten? Op al deze vragen komt nauwelijks een antwoord.

In *La trahison des clercs* schetst Ludo Stynen een beeld van het leven van Filip De Pillecyn (soms met grote ‘D’, soms met kleine). “De manifeste afwezigheid van ideologische stellingname is op zich wellicht al een ideologiekritisch onderzoek waard, maar dergelijke vertooganalyse valt niet binnen het bestek van deze bijdrage”, schrijft hij (p. 118). En dat is spijtig want nu blijft het bij een bondige biografie. Terwijl vorige bijdragen te veel focussen op het werk en de taal van ‘hun’ auteur, blijft deze component hier volledig afwezig. Dit komt wellicht doordat “van De Pillecyns overtuigingen, van de evolutie daarvan in zijn proza weinig expliciete sporen zijn terug te vinden” (p. 118). Dat spanningsveld zou juist interessant geweest zijn om te onderzoeken, maar Stynen houdt het bij deze constatering. De Pillecyn heeft nochtans meer geschreven dan proza. Is dat werk niet interessant genoeg om tegenover zijn ideologisch neutraler proza te plaatsen? Waarom neemt de man géén stelling in zijn proza in, maar wel zo duidelijk in andere geschriften? Het had een interessante insteek kunnen zijn, maar de lezer blijft met deze vragen zitten.

Marc Holthof vergelijkt in zijn korte bijdrage *Continuïteit in het werk van André Demedts* twee versies van *De eer van ons*

Volk. De ene versie is een tetralogie uit de jaren 1970, de tweede, zogenaamde 'oerversie' is een lang verhaal dat in 1941 in afleveringen gepubliceerd werd in *Volk en Cultuur*, een blad dat aanleunde bij de collaborerende DeVlag en het VNV. Holthof toont de gelijkenissen in het verhaal en de stijl aan. En daar blijft het bij. De verhalen noch de figuur van Demedts worden gecontextualiseerd. Het feit dat de eerste versie van *De eer van ons Volk* gepubliceerd werd in *Volk en Cultuur* lijkt genoeg als bindmiddel om deze bijdrage in een boek over collaborerende schrijvers op te nemen. Holthof brengt nochtans een interessante invalshoek naar voren: in een fragment uit de oerversie loopt het hoofdpersonage over naar de Fransen. Ten onrechte meent hij dat zij zijn Groot-Nederlandse idealen zullen helpen realiseren. De pastoor vraagt hem "of hij er zich niet over schaamde met die vreemde duivels op te rukken" (p. 138) De link met de collaboratie kan niet duidelijker zijn. Ook collaborateurs 'trokken met vreemde duivels' op om hun Groot-Nederlandse idealen te verwezenlijken. Maar Demedts' verhaal eindigt met de dood van het hoofdpersonage tegen de Fransen, wat een heel andere ontwikkeling is dan het verhaal van de collaboratie. Holthof doet deze interessante invalshoek echter snel af in een voetnoot: de link met het Oostfront werd volgens hem na het verschijnen van het verhaal door niemand gemerkt. Toch vind ik het moeilijk aanvaardbaar dat deze parallel niet gewild zou zijn door Demedts. Wat zegt dit over hem? Over zijn ideologische overtuiging? Daarop gaat Holthof spijtig genoeg niet in.

Tony Meesdom bespreekt in zijn bijdrage het leven van Ward Hermans van de eerste

tot en met de tweede wereldoorlog en gaat daarna in op twee romans die lang na de tweede wereldoorlog geschreven werden: *Jan Van Gent* uit 1962 en *Het land van Onan* uit 1964. Deze boeken zouden volgens Meesdom interessant zijn voor Hermans ideologische evolutie. Dat ze pas in de jaren 1960 geschreven werden, toen de beeldvorming over de collaboratie danig was aangetast door de repressie en daardoor vooral iets zeggen over de naoorlogse periode maar niet meer over Hermans' ideologie tijdens de oorlog, lijkt voor Meesdom geen punt. Wat echter nog meer stoort in deze bijdrage is het ahistorische en tendentieuze taalgebruik van Meesdom. Zinnen als "Lang geleden toen collaboreren nog voornamelijk het prerogatief was van rechts, liepen er in België mensen rond die vonden dat ze bij de vestiging van de heilsstaat [*sic*] best wat hulp konden gebruiken van de Duitse bezetter" en "Aan het thuisfront beperkte de collaboratie zich in hoofdzaak tot het rondparaderen in van Mussolini's zwarthemden afgekeken operette-uniformen" (p. 143) zijn tenenkrommend. Ook de situering van Hermans in de eerste wereldoorlog is totaal ongenueanceerd en weinig objectief: "Hermans (...) ging in augustus 1915 vrijwillig vechten aan het IJzerfront, waar 'de paarden beter Vlaams verstaan dan de officieren'. Met leuzen als 'Vlaming gedenkt den Gulden Sporenslag' en 'De strijd voor het zelfbeschikkingsrecht der kleine volkeren' werden jongeren naar het front gelokt. Die laatste slogan had Hermans wellicht verkeerd geïnterpreteerd want in de zomer van 1918 werd hij samen met een tiental anderen door de legerleiding verbannen naar een houtarbeiderseenheid van de Genie in Frankrijk (...)". Daarnaast komt het ontbreken van

verwijzingen (bv.: “Tegen 1935 is dat wel even anders. Zowel Provoost als De Wever situeren hem op dat moment zonder pardon in het Duitse nationaal-socialistische kamp” zonder voetnoot op p. 147) de wetenschappelijkheid van de tekst evenmin ten goede. Het tendentieuze taalgebruik dat de hele bijdrage kenmerkt, stoort niet alleen omwille van het totale gebrek aan objectiviteit en nuance, maar staat het begrip van Meesdoms bijdrage zelfs in de weg. Het is niet duidelijk waar hij met deze tekst nu eigenlijk heen wil of welke conclusies hij wil aandragen.

In de voorlaatste bijdrage beschrijft Liselotte Vandebussche in het kort de biografie van Blanca Gyselen. Deze dichteres schreef niet enkel poëzie en proza, maar werkte ook mee aan radio-uitzendingen van o.a. de Vlaamsch Katholieke Radio Omroep en schreef bijdragen voor *Gazet van Antwerpen*. Tijdens de oorlog bleef ze radiowerk doen en gedichten publiceren, nu voor de collaborerende Zender Brussel en de VNV-krant *Volk en Staat*. Hoewel de levensloop van Gyselen op zich wel interessant is, blijft de bijdrage een zeer feitelijk verhaal met weinig kanttekeningen. Op p. 166 wordt de antipathie van Gyselen tegenover Hitler geïllustreerd aan de hand van een citaat. In de volgende paragraaf stapt Gyselen plots met beide voeten in de collaboratie. Vanwaar die ommekeer? Wat heeft haar plotseling doen kiezen voor haar medewerking aan een collaborerende zender? Vandebussche maakt hierbij helaas de niet de minste bedenking.

Het laatste portret van Pol Le Roy kon me als historica het meeste boeien. De tekst heeft een duidelijke vraagstelling

die past binnen het opzet van het boek (of wat ik vermoed dat het opzet geweest moet zijn) én binnen het theoretische kader van Marnix Beyen. Stijn Vanclooster onderscheidt twee ‘hoofdrollen’ die Le Roy opneemt: een politieke rol en zijn rol als dichter. Hoewel Le Roy zelf zegt dat die twee aspecten elkaar niet beïnvloed hebben, geeft Vanclooster duidelijk aan dat ze wel degelijk met elkaar verstrengeld waren. Vanclooster somt een aantal elementen uit het werk van Le Roy op die duidelijk aanknopen bij zijn politieke, rechtsautoritaire overtuiging: “verheerlijking van vitaliteit, mannelijkheid, militarisme, een verlicht leiderschap, een heidens-kosmologische oriëntatie (...), een drang naar ‘Lebensraum’; het zoeken naar een aristocratische mens, naar zuiverheid, ... het zijn allemaal elementen die zowel Le Roy’s politieke als literaire bezigheid tekenden” (p. 199). En zo wordt deze schets van Le Roy een interessante *case study* over hoe de politieke en literaire kanten van één persoon niet volledig gescheiden kunnen zijn, wat een mooie nuance vormt op de theoretische inleiding van Beyen.

Hoewel in de eerste bijdrage de term “collaboratie” duidelijk geproblematiseerd wordt, is hiervan in de rest van het boek niets terug te vinden. Geen van de volgende auteurs definieert de term. In de titel staat “culturele” wel tussen aanhalingstekens, maar het woord collaboratie heeft die nuancering blijkbaar niet nodig. Er lijken hierdoor weinig overeenkomsten tussen de schrijvers die aan bod komen: sommigen werden veroordeeld voor collaboratie (cf. Moens), anderen werden vrijgesproken (cf. Claes), nog anderen zijn nooit (juridisch) in opspraak gekomen (cf. Demedts). Het

is dan ook onduidelijk op welke grond of volgens welke definitie van collaboratie deze schrijvers werden uitgekozen. Ook het voorwoord geeft hierop geen antwoord. Terwijl dit een duidelijke probleemstelling zou kunnen poneren of toch minstens de richting zou moeten aangeven die de bundel uitwil, blijft het voorwoord hangen bij een schets van het Vlaamse literatuur(?)landschap tijdens, voor en na de Duitse bezetting. Deze schets gaat letterlijk alle kanten op – van de literatuur naar de katholieke zuil en het onderwijs – en knoopt hier en daar aan bij figuren of gebeurtenissen in Nederland, wat erg verwarrend is. Ook een verantwoording voor de gekozen periode (1933 : opkomst van Hitler ? Oprichting van het VNV ? 1953 : uitlopen van de repressie ? Dood van Stalin ? Volledig arbitrair ?) is niet terug te vinden in het voorwoord. Strikt genomen kan men ook maar gecollaboreerd hebben tussen 1940 en 1945... Het ontbreken van een centrale probleemstelling zorgt ervoor dat er geen rode draad doorheen de verschillende bijdragen te ontwaren valt en elk portret op zich blijft staan. Je krijgt hierdoor als lezer helaas allesbehalve een beeld van de ‘Culturele’ collaboratie in Vlaanderen.

Aline Sax

ELS WITTE

«Voor vrede, democratie, wereldburgerschap en Europa. Belgische historici en de naoorlogse politiek-ideologische projecten (1944-1956)»

Kapellen, Pelckmans, 2009, 389 p.

Met dit lijvige werk zet Els Witte een punt achter een onderzoeksproject van tien jaar. Het boek is evenzeer een bekroning van haar academische carrière als vooraanstaande contemporaniste, als van haar emeritaat dat ze in 2006 opnam. “De cirkel is rond”, zo klonk het tijdens de voorstelling van haar boek aan het Vlaams Instituut voor Geschiedenis, “dit werk kan je gerust haar tweede doctoraat noemen”

Els Witte heeft met *Voor vrede, democratie, wereldburgerschap en Europa. Belgische historici en de naoorlogse politiek-ideologische projecten (1944-1956)* een belangwekkende ideeëngeschiedenis geschreven van een groep Nederlandstalige en Franstalige historici die in het politieke, het academische en het onderwijsdebat een gezaghebbende positie innam. Deze historici staan in haar analyse als ideologieproducenten centraal. De auteur gaat na welke impact zij hadden op het naoorlogse ideologische vernieuwingsproces en hoe zij diverse politiek-ideologische projecten historisch onderbouwden. In dit bruisende en hoopvolle, maar ook conflictvolle decennium populariseerden vele historici het ‘nieuwe moderne denken’, zoals Witte het beschrijft. Ze vertoonden een sterk maatschappelijk engagement en ondersteunden, in woord en in daad, de progressieve idealen van het wereldburgerschap en het vrijheidsdenken. Witte bestudeert de

popularisering van dit discours op diverse plaatsen : in het academische milieu, het geschiedenisonderwijs en de politiek-culturele pers.

Els Witte hanteert de sociaalhistorische en multidisciplinaire invalshoek die haar eigen is. Een netwerkanalyse volgens de ideeën van de socioloog Pierre Bourdieu staat centraal. De historici maakten deel uit van diverse netwerken, met name academische commissies, tijdschriftredacties, media-contacten en onderwijsverenigingen. Witte bestudeert hoe het ideologische discours in deze netwerken tot stand kwam, welke invloeden het onderging, welke rol de historische argumentatie hierin speelde en hoe het discours vervolgens verspreid werd. Ook vanuit een communicatiewetenschappelijke invalshoek analyseert ze de vertogen en de netwerkactiviteit van de historici. Zo is er aandacht voor het strategisch publiceren en de receptie van conflicterende ideologische visies.

Een bijzondere bronnenrijkdom ligt aan de basis van deze studie. Een ontelbaar aantal publicaties in politiek-culturele bladen, onderwijstijdschriften en huldeboeken verhielden het denkkader van deze historici. De privéarchieven van een aantal Brusselse en Gentse sleutelfiguren zoals de inspecteur geschiedenis André Puttemans, de invloedrijke leerkracht geschiedenis en secretaris van de Belgische federatie voor geschiedenisleerkrachten Georges Gysels en de Gentse hoogleraar en Els Wittes promotor Jan Dhondt werden voor de eerste keer systematisch bestudeerd. Witte schrijft hier bijgevolg ook deels de geschiedenis van haar voorgangers en leermeesters.

Voor vrede, democratie, wereldburger-schap en Europa past duidelijk in de onderzoekstradities rond ideologie-geschiedenis waarin historici, literatuur-wetenschappers en politicologen focussen op de impact van de Tweede Wereldoorlog op het politiek-ideologische denkkader. Vooral het overheidsbeleid werd al eerder bestudeerd (voor België Jan Craeybeckx, Luc Huyse, voor Frankrijk Gisèle Sapiro, Ross, voor Nederland Tity De Vries, Herman W. von der Dunk). Door de nadruk te leggen op de ideeën van de ideologieproducenten, en meer bepaald van elites, hanteert Els Witte een meer *bottom up* invalshoek en vormt het boek ook een aanvulling op de historiografie rond intellectuele geschiedenis. Witte werkte zelf al regelmatig rond de geschiedenis van intelligentsia en de politieke naoorlogse geschiedenis. Sinds het doctoraat van Antoon De Baets uit 1988 vormt dit boek ook de meest uitgebreide studie over het Belgische naoorlogse geschiedenisonderwijs. Via deze academische elite komt de auteur automatisch uit bij de wereld van het geschiedenisonderricht. In deze periode vielen deze twee werelden nog grotendeels samen. Deze historici bepaalden als inspecteurs, handboekenauteurs en leraren geschiedenis de krijtlijnen van het naoorlogse geschiedenisonderwijs.

In het eerste hoofdstuk schetst Els Witte het profiel van deze elite. Vele figuren kregen al een eerste introductie in haar bijdrage *Pioniers en pionierswerk. De Belgische contemporaine vakgeschiedenis tussen 1890 en het midden van de jaren 1950* in de *Tuin van heden, een liber alumnorum* voor Witte. Bij de profielschets gaat Witte dieper in op de algemene tendensen in

de wetenschappelijke habitus van deze historici. Zij genoten immers voor het eerst een volwaardige academische historische opleiding. André Puttemans, de Gentse hoogleraar Fritz Quicke, de Leuvense hoogleraar Émile Lousse en de Luikse hoogleraar Paul Harsin waren overtuigde academici en hadden veel aandacht voor wetenschappelijke accuraatheid en objectiviteit. Als vulgarisatoren waren ze zich tevens bewust van de belangrijke sociale functies van de geschiedenis die het bestaan van het schoolvak en hun sterke positie als opiniemaker legitimeerden. De aandacht voor de maatschappelijke rol van geschiedenis werd volgens Witte zeker bij de jongere generaties versterkt door de ervaring van het oorlogsverleden, de invloed van de *Annales*-school en het streven naar een ontvoogdende geschiedschrijving, zoals in hoofdstuk vier wordt beschreven. Ideologisch gezien profileerden deze invloedrijke historici zich vooral aan de linkerkant van het politieke spectrum, met naast hen ook een belangrijk aantal progressieve katholieke historici die zich lieten inspireren door het personalisme.

In het tweede hoofdstuk biedt Els Witte een analyse van de netwerken. Komen achtereenvolgens aan bod: het universitaire netwerk met zijn seminaries en tijdschriften, het vakdidactische netwerk met zijn leerplancommissies, de internationale beweging rond de revisie van geschiedenisleerboeken onder leiding van de UNESCO en de Raad van Europa, de Federatie voor Belgische geschiedenisleraars, het netwerk van leerboekenauteurs en uitgeverijen en het medianetwerk met politiek-culturele tijdschriften.

In een derde hoofdstuk *Het nieuwe denken op de publieke agenda* schetst Els Witte de bredere maatschappelijke context waarbinnen dat nieuwe denkkader verscheen, met onder meer aandacht voor de ideeën van katholieken en vrijzinnigen rond civisme, modernisme, humanisme, personalisme en internationalisme. Binnen de netwerken kwamen de meeste historici vaak als bruggenbouwers naar voren. Ze beklemtoonden het vredesdenken, het wereldburgerschap, tolerantie en ze trachtten politieke en confessionele tegenstellingen te overstijgen. In een apart en vijfde hoofdstuk *Lessen in pluralisme* gaat de auteur dieper in op het pluralistische karakter van bepaalde netwerken, commissies en leerboekenreeksen. Althans bij een beperkte elite symboliseerde dit de doorbraak van een grotere aandacht voor levensbeschouwelijke verdraagzaamheid.

Vooraf tijdens een eerste periode, van 1944 tot 1949, bloeide tegen de achtergrond van de bevrijding het verlangen naar een verdraagzame en democratische samenleving. Tussen 1950 en 1956, een periode van zowel binnenlandse als buitenlandse spanningen, traden deze progressieve intellectuelen in hevige conflict met diverse tegenstanders. Het interne Belgische debat rond de schoolstrijd en de koningskwestie zwol aan en de Koude Oorlog bekoelde het universalistische ideaal en stimuleerde het anticommunisme en de Europese eenmaking. Al in vorige hoofdstukken wees Els Witte op diverse conflicten, vooral dan op levensbeschouwelijk en communautair vlak. In het zesde hoofdstuk focust ze op het hevige academische, parlementaire en journalistieke debat rond de plaats van het

tot dan dominerende nationale denkkader. Vooral het geschiedenisonderwijs vormde een conflictzone aangezien meerdere inspecteurs en leerkrachten pleitten voor een sterke internationale oriëntatie. Ook de verhoogde regionale spanningen stimuleerden het herschrijven van de nationale canon. Het historische veld raakte vanaf 1954 opnieuw in de ban van een politiek en een onderwijsconflict. De spanningen rond het Europese eenmakingsproject en de revisie van Belgische en Duitse geschiedenisleerboeken liepen toen hoog op.

Bijzonder lovenswaardig is de enorme hoeveelheid bronnen die Els Witte in dit boek op een overzichtelijke manier bijeenbrengt. *Voor vrede, democratie, wereldburgerschap en Europa* bevat heel wat informatie over de opleiding, de academische carrière, de publicaties, de netwerken, de vriendenkringen van deze historici. Een bio-bibliografisch overzicht van ongeveer tachtig historici is terug te vinden achteraan in het boek, een uitstekend werkinstrument voor elke onderzoeker die het naoorlogse historische bedrijf bestudeert.

Els Witte illustreert het 'nieuwe moderne denken' van deze historici door systematisch voorbeelden aan te halen uit hun academisch, vulgariserend en journalistiek werk en hun activiteiten als handboekenauteurs, inspecteurs en leerkrachten geschiedenis. Deze veelvormigheid geeft haar betoog meer kracht en werkt overtuigend. De auteur maakt duidelijk dat het vooruitstrevende ideologische denken krachtadig doordrong in verschillende milieus. Niettemin zorgen de opbouw van het boek en de

veel onthullende inleiding ervoor dat de auteur zich soms herhaalt. De zeer strakke analyse en de grote aandacht voor de geschiedenis van het collectief van historici en voor de structurele evoluties – en bijgevolg minder voor de uitspraken van het individu – maken het boek soms minder levendig.

Voor vrede, democratie, wereldburgerschap en Europa vormt een belangrijke aanvulling op het onderzoek naar de omgang van historici met geschiedenis, politiek en ideologie in het naoorlogse België. Dit werk over 'het lange decennium' nuanceert ook bestaand onderzoek. Deze periode wordt vaak als een tussenperiode beschreven, een overgangsfase met elementen van restauratie en vernieuwing. Pas in de jaren 1960 zou het kritische denken doorbreken. Els Witte ontkracht dit en toont aan dat vele historici als vernieuwers op de voorgrond treden. Marnix Beyen en Pieter Lagrou suggereerden dit al in hun proefschriften die handelen over de omgang met het verleden tijdens de Tweede Wereldoorlog en enkele decennia na de bevrijding. Een soortgelijk beeld dat populair is binnen de historiografie rond het Europese geschiedenisonderwijs wordt ook bijgeschaafd. In deze literatuur staat het idee centraal dat het geschiedenisonderwijs pas vanaf de jaren 1960 en 1970 radicale hervormingen zou ondergaan en zich dan pas zou richten op het aanleren van kritische zin en het opvoeden tot vredelievende wereldburgers. De directe naoorlogse periode zou eerder een tijdperk van stilstand en traditionalisme symboliseren. De vernieuwingsgezinde dynamiek die het geschiedenisonderwijs van de jaren 1950 echter kenmerkte, spreekt dit tegen.

Niettemin kan er vanuit het recente onderzoek naar de geschiedenis van het geschiedenisonderwijs een aantal opmerkingen gemaakt worden. Els Witte heeft weinig aandacht voor de directe wortels van deze vernieuwingsideeën. Die liggen duidelijk in het interbellum. De aandacht bijvoorbeeld voor een sterkere internationale oriëntatie van het geschiedenisonderwijs en de integratie van de Belgische en de algemene geschiedenis stond al centraal in het beleid van de invloedrijke onderwijsambtenaar Louis Verniers tijdens de jaren 1930. De door Witte bestudeerde onderwijselite was deels ook al voor de oorlog actief. Met name Fritz Quicke, Émile Lousse, Marcel Van Hamme en Louis Verniers, die een belangrijke invloed had op André Puttemans, drukten hun onderwijsvisie verder door. Zij hadden vooral aandacht voor een verbreding van de politiek-militaire nationale geschiedenis. Doordat er voorlopig weinig onderzoek is verricht naar het geschiedenisonderwijs van het interbellum, lijkt dit te resulteren in een overaccentuering van de vernieuwing na de Tweede Wereldoorlog. Kijkend naar het geschiedenisonderwijs is de continuïteit evenwel frappant. De schok van de Tweede Wereldoorlog heeft echter het efficiënter doorvoeren van de hervormingen zeker versneld en daar wijst Witte dan ook met recht en rede op.

Els Witte herleidt het geschiedenisonderwijs deels ook tot een plaats van ideologieverspreiding, een plaats waar het politieke discours lijkt te overheersen. Dit sluit enigszins aan bij een traditioneel onderzoeksperspectief binnen de historiografie van het geschiedenisonderwijs. De zoektocht naar

het politieke discours en het ideologische narratief in de geschiedenisles en in de leerboeken staat hierin centraal. Witte legt in haar boek duidelijk het – uiteraard hoogst relevante – verband bloot tussen het politiek-maatschappelijke denken en het geschiedenisonderwijs. Daardoor lijkt ze wel minder oog te hebben voor andere verbanden die in belangrijke mate de naoorlogse geschiedenisles bepaalden. De invloedrijke rol van de pedagogie en de didactiek komt soms te weinig naar voren, hoewel met deze opvoedkundige principes rond een kindgericht onderwijs en een emancipatorische pedagogie ook werd ingespeeld op de behoeften van de moderne democratische samenleving. Bovendien gaven ze het uitzicht van de geschiedenisles meer en meer vorm.

Door de sterke nadruk op de naoorlogse vernieuwing is er ook weinig aandacht voor de aanwezigheid van een oudere historiografische canon in de handboeken. In een overzicht van de nieuwe geschiedenis-handboeken stelt Els Witte bijvoorbeeld dat het ‘moderne denken’ gepopulariseerd werd doordat de auteurs een finalistisch narratief neerschreven over de groei van de democratiserende samenleving doorheen de geschiedenis. Deze “liberale en democratische canon” was echter ook al in oudere handboeken aanwezig. Auteurs haalden hiervoor inspiratie uit de negentiende-eeuwse liberale historiografie. De doorbraak van het ‘moderne denken’ zal het verder uitwerken en het beklemtonen van deze ‘interne’ historiografische canon waarschijnlijk versterkt hebben.

In de inleiding wijst Els Witte er op dat de studie van de klaspraktijk een

lacune vormt in haar onderzoek. In welke mate dit officiële discours van het ‘moderne denken’ was doorgedrongen in de lespraktijk komt dus minder aan bod. Hoewel dit microniveau niet bereikt is, biedt dit boek in elk geval een belangrijke aanvulling op het bestaande onderzoek naar het geschiedenisonderwijs dat vaak beperkt blijft tot een leerboekenstudie. Witte biedt een meer open perspectief door aandacht te hebben voor de invloedrijke en vaak kleurrijke figuren en verenigingen achter de handboeken en de leerplannen. Ook het gebruik van een ander soort bronnenmateriaal, zoals het uitgeversarchief van de Luikse uitgeverij *Sciences et Lettres*, resulteert in het aanreiken van een nieuw perspectief op het ontstaan van een leerboekenreeks. Door aandacht te schenken aan de commerciële en financiële eisen van de handboekenmarkt – die in deze decennia volop tot ontwikkeling komt – biedt de auteur een interessante kijk op een nieuw fenomeen binnen het geschiedenisonderwijs.

In de naoorlogse periode zetten vele historici zich in voor progressieve maatschappelijke strijdpunten, maar er ontstonden – zoals Els Witte aangeeft – ook regelmatig conflicten over de spanning tussen maatschappelijk engagement en wetenschappelijke afstandelijkheid. Zoals de boekvoorstellingen in het Vlaams Instituut voor Geschiedenis en het SOMA aantoonde, vormde dit werk voor historici eveneens een aanleiding om te reflecteren over de maatschappelijke rol van de historicus tijdens de twintigste eeuw. Tijdens hun voordrachten in het Vlaams Instituut voor Geschiedenis bespraken historici zoals Gita Deneckere, Jo Tollebeek en Bruno De Wever de

conjunctuur en de inhoud van deze maatschappelijke betrokkenheid, met onder meer aandacht voor de omgang met de Vlaamse en Waalse beweging. Ook de academische status en de maatschappelijke positie van de hedendaagse historicus kwamen aan bod.

Tessa Lobbes

V. Politieke geschiedenis / Histoire politique

GERD-RAINER HORN
**«Western European Liberation Theology : The First
Wave 1924-1959»**
Oxford, Oxford University Press, 2008 x + 314 p.

Revolutionaries appear nowadays in the historiography of twentieth-century Europe in some surprising places. After the political changes of 1989, historians have become interested in uncovering alternative revolutionary traditions which had been overshadowed by the tendency to equate revolution with communism. This preoccupation lies at the root of Gerd-Rainer Horn’s exploration of the various radical Catholic groups which emerged in Europe during and immediately after the Second World War. Concentrating primarily on France, northern and central Italy and francophone Belgium, Horn recovers from historical oblivion a variety of radical Catholic groups, locating them within broader currents in Catholic ideas and politics of the period as well as in the material context of these years of rapid social and political change. This is partisan history, and Horn writes with undisguised

sympathy for the intellectuals, priests and Catholic social activists who launched such movements in the 1940s. He is not, however, in the conventional sense a believer, and one of the major strengths of this book is exactly the fact that he does not write from within the Catholic tradition. Instead, Horn's sympathies are for the activists as putative social and political revolutionaries, seeking to create a personal and collective liberation, independent of the weight of Soviet Communism and the repressive hierarchy of the Catholic Church.

This essentially Trotskyist perspective has many benefits, not least the fact that it causes him to avoid the teleological approach adopted by many Catholic historians, eager to construct a narrative of progressive Catholic politics from the 1890s to the achievements of the Second Vatican Council. Horn's account has some points in common with such an approach, especially in his concern with emphasising the forward-looking momentum of his Catholic activists of the 1940s; but, for him, their importance lies not in their contribution to subsequent Catholicism but in the way in which the Catholic activists of the 1940s prefigured the social and political activism of the later 1960s. His, then, is an emphatically secular approach to Catholic politics of the mid-twentieth century, and it is arresting to realise that it is almost the first time that these movements have been written about from a non-Catholic perspective.

Approached in this way, mid-twentieth-century Catholic politics takes on a new and radical shape, according to which the gradual fruition of Catholic ideas and

actions from the inter-war years through the upheavals of the Second World War created a space and an energy after the liberation of Europe in which, until they were crushed by the combined weight of the Church authorities, the Cold War and Stalinist Communism, Catholic activists were able, however briefly, to articulate a new and revolutionary vision of social change and political organisation. His scope is broad, encompassing not only the inevitable Maritain and Mounier, but also theologians such as Yves Congar and even Joseph Cardijn of the JOC as the agents of a radical Catholic political and spiritual momentum which manifested itself in movements such as the *Mouvement populaire des familles* in France and francophone Belgium in the liberation period, as well as various radical Italian movements which sought to reconcile or synthesise Catholicism and Communism and, inevitably, the communitarian and worker-priest experiences in France during the later 1940s and 1950s. Horn's book is at its strongest when it is at its most empirical, as in his reconstruction of the short-lived Italian movements of the post-war years, such as the marvellously named *Convegno delle avanguardie cristiane* in Modena and Don Zeno Saltini's distinctly millenarian *Movimento della Fraternità Sociale*. Both disappeared almost as quickly as they had appeared, but more substantial was the *Mouvement populaire des familles*, which emerged in France out of the various self-help Catholic worker initiatives of the war years and which flourished in the immediate post-war years, establishing co-operatives, organising holiday homes for children and, in Marseille at least, carrying out squats in unused properties. As reconstituted by Horn, the MPF rightly

emerges for the first time as a movement of real scale and significance, which despite its subsequent demise, had a substantial impact on the lives of many working people and had real legacies for the new left in the 1960s and beyond.

Yet, for all of its strength, one cannot help feeling that Horn's account strains at times to make its case. This applies most obviously to its title which, as justified belatedly in a rather unconvincing conclusion, seeks to present the European Catholic movements of the 1940s as the precursors of the liberation theology which emerged in Latin America from the 1960s onwards. More importantly, however, his account risks distorting the scale and significance of the phenomena which he describes. Scale is his most obvious Achilles Heel. Try as he might, it is difficult to avoid the awkward fact that many of the groups that Horn analyses were either short-lived or small in number; or in some cases both. Given the considerable attention they have attracted, it is salutary to be reminded (p. 270) that there were no more than one hundred worker priests in the 1940s; while the MPF in Belgium never exceeded circa 5,000 participants (p. 216). To explain their small size, Horn has a number of ready but rather blunt explanations: notably the repressive weight of the Church authorities and the fact that, writing about Italy, the country "stood on the eve of an economic miracle rather than a millenarian revolt" (p. 172). No doubt these factors were indeed of importance, but they distract attention from the harder questions that need to be answered about why radical Catholicism did not succeed in attracting a durable mass audience, either within or beyond Catholic ranks.

For Horn, one senses however that size is not his principal concern. What matters more to him is the way in which the left Catholicism of the 1940s constituted a "progressive Catholicism" of "forward-looking experiments" (p. 1-2) which spawned "collective and independent pathways to liberation" (p. 51). This rather deterministic schema, by which movements possessed importance because of the way in which they contributed to the unfolding of a progressive trajectory risks, however, investing movements with a clearly-defined character which they did not always possess. In his early chapters, Horn ranges widely across the Catholic landscape of the late nineteenth century and the inter-war years, highlighting the radical potential constituted by figures such as Daens and Cardijn, as well as the "inner dynamic" (p. 43) towards progressive action which existed within movements such as Catholic Action, despite their subordination to the Church hierarchy. This is, however, an approach which rests necessarily on a rather selective account of such individuals and groups; and one which more especially tends to emphasise their radical rhetoric at the expense of their more cautious actions or political alliances. Thus, although Horn is right to emphasise that "the immediate post-liberation period experienced a distinct leftward shift within the Catholic camp" (p. 119), one might equally point to the way in which a few years previously many other Catholics (including some of those, such as Mounier, whom Horn is eager to claim as advocates of his radical Catholicism) had shown sympathy for the ideas and movements of the authoritarian right. As such evolutions demonstrate, the radical Catholicism of the 1930s and 1940s

was far from being associated exclusively with the political left. Indeed, many of the Catholic groups of the era were at pains to reject such political labels, regarding themselves as the advocates of a distinctly Catholic message of social reconciliation and political change. To describe these ideas as neither right nor left might be to take their own rhetoric too much at face value. But what is surely important to recognise is the political ambivalence which characterised many of the more innovative Catholic spiritual and social initiatives of the 1930s and 1940s. In some circumstances, as in France and Italy around 1945, some radicalised Catholic intellectuals and social activists did adopt the language of the radical left. But such trajectories did not on the whole endure; and, as circumstances changed, so left-wing sympathies tended to evolve into the anti-Communism of the Cold War era. This did not, as Horn tends to suggest, imply a betrayal of their previous beliefs, but more the fact that their opposition to the errors of communism and capitalism, as well as their distrust of the statist character of social democracy and fascism, gave Catholicism a political autonomy and flexibility which contributed to its durability. Thus, although Horn is right to remind us in this stimulating and important book that some Catholics of the 1940s did embrace the language of revolution, it is also necessary to remember that they did so above all in the name of a very Catholic definition of that revolution.

Martin Conway